# LE BRISE-GLACE

PRINTEMPS 1989 Nº 2-3

**PRIX: 25 F** 

# C3PUHH 89

Homme libre face à la démocratie : Eloi Machoro en 1984

«Le ploutocrate Bush et le bureaucrate Gorbatchev, les terroristes Shamir et Pérès, le massacreur Chadli et son copain Arafat, Isabelle Adjani et Jean-Paul II, Harlem Désir et Margaret Thatcher, Krasucki et le porte-parole de la coordination, tout le monde est démocrate. (...) Quand tous les chefs d'Etat, les interlocuteurs autorisés, les vedettes et les penseurs parlent le même langage, le moment est venu où la révolte va s'en chercher un autre (...). L'heure approche où l'on parlera de la démocratie réelle comme on parle aujourd'hui du socialisme réel.»

## **SOMMAIRE**

Lettre à Kyou

Le point d'implosion de l'idéologie démocratiste 1

Nous qui sommes, entre autres, des usagers et des chômeurs 12

Le sionisme, avorton du mouvement ouvrier 17

Pourquoi les centrales 23 brûlent-elles?

Lettres d'Alger 28

# Lettre à Kyou

Salut, ami!

Heureusement que l'ami Charlie B. a pu assister à ton dernier procès, il nous en a rapporté un écho. Le seul compte-rendu que la presse ait fourni de ton intervention ne donnant qu'un idée fort lointaine, en dépit de la bonne volonté de la journaleuse de *Libération* (...) La dite intervention comportait apparemment des ajouts par rapport au texte que nous devons publier. Si c'est bien le cas, peut-être faudrait-il que tu nous les communiques.

Outre les qualités de courage et de fermeté morale qu'elles impliquent, ce qui nous touche dans ta (votre) démarche, ce qui nous est très proche, c'est cette façon de se défendre en affirmant ce que l'on est, de la manière la plus publique possible, sans concession et sans la carapace d'un jargon idéologique. Sur le terrain où tu te bats, le risque de la double pensée est particulièrement élevé. En effet, si le mensonge constitue l'une des armes légitimes des individus confrontés à la justice (elle-même le reconnaît, d'ailleurs, puisque ce n'est pas un délit que de lui raconter des craques quand on est accusé), il imprime trop souvent sa marque sur l'ensemble des comportements de qui y recourt. Ce qui est acceptable face à un ennemi qui a tous les atouts en main devient franchement insupportable dans les rapports avec un public sans pouvoir et a fortiori avec des camarades. Votre combat a visage découvert interdit toute manipulation, de votre part, de celle des médias ou de la justice et de ses auxiliaires. J'ai souvent été frappé par l'espèce de connivence qui s'établit d'ordinaire dans un tribunal, entre les acteurs de cet étrange théâtre où tout le monde sait que tout le monde ioue la comédie mais où une partie seulement des comédiens retourne ensuite à la vie réelle. En affirmant ce que tu es, ce que vous êtes, toi et tes camarades avez pris d'un seul coup ce poids de réalité dont parle Genêt à propos des Palestiniens qui, parce qu'ils se battent, ont dans leur geste la pesanteur de la vérité. Et c'est l'institution qui vous broie qui dévoile l'irréalité de son discours incapable de rendre compte des besoins et des passions vraies des hommes.

Le n° 2-3 du *Brise-Glace* doit paraître bientôt. Outre ton texte et une note de Charlie B. sur la situation des prisons aujourd'hui on trouvera dans la revue un article sur la démocratie exprimant les positions de fond des rédacteurs, et le début d'un autre, assez long, sur le sionisme. Nous partageons la plupart des vues de ce dernier article mais d'une manière générale il faut considérer que seuls les papiers non signés (et non

présentés comme "document") défendent précisément le point de vue du *Brise-Glace* 

(...) Nous en avons soupé d'une certaine arrogance trop répandue dans le micromilieu des ennemis de cette société. Qu'ils cherchent à imiter la morque d'un loubard quelque peu mythifié ou celle des situs (eux-mêmes héritiers d'une tradition qui mêle les mœurs des cafés littéraires aux excellentes habitudes de provocation et d'insultes anarchistes), ils ont vite fait de cracher sur quiconque n'entre pas dans leur grille d'interprétation. Or il est de fait que notre réflexion et notre activité s'est beaucoup enrichie dans le dialogue et la collaboration avec des gens avec qui nous avions des désaccords profonds. C'est que nous les avons rencontrés en avant à l'esprit au moins autant ce qu'ils faisaient que ce qu'ils disaient. Des activistes de Vitryaux-Loges à Charlie B., toute la palette des attitudes est possible : le second, en dépit de ses références léninistes, est un ami et un camarade très proche, les premiers sont, dans leurs discours staliniens des ennemis directs, dans leur lutte armée les instruments manipulés de nos ennemis et dans leur dénonciation du cirque judiciaire ou de leurs conditions de détention des révoltés dont la parole nous touche.

Dans ta prison, dans ce lieu qui est à la fois coupé de la société et en reproduit les tares les plus voyantes, je me demande comment tu peux imaginer cette nébuleuse d'où je te parle, celle des gens qui rejettent la société dans son principe et dans ses détails. Quand à la belle promesse des années alentour de 68 a succédé la défaite devant une Economie d'autant plus sacralisée qu'elle était "en crise", ceux qui n'ont pas renoncé, et ils étaient peu nombreux, se sont éparpillés dans bien des directions. Les uns, débarrassés des semelles plombées d'un marxisme version bordiguiste se sont envolés dans la stratosphère d'une Communauté humaine de plus en plus mystique les autres ont renoncé à affirmer toute visée globale autre que le soutien aux rébellions — de préférence violentes -des pauvres, d'autres ont continué sur les rails d'une critique situationniste du monde - et de fait, leur activité ressemble bien souvent à la rédaction d'une espèce de Monde situ, puisque chaque événement, du plus insignifiant au plus fondamental peut être réécrit en situlangue, sans que la compréhension ni la capacité d'intervention de quiconque en soit avancée d'un millième de millimètre. D'autres encore ont découvert l'individu et annoncé aux lecteurs médusés que, désormais, il fallait en finir avec toute société, en employant parfois des arguments d'une imbécillité rare : "une orange plus une orange ne font pas une mandarine" (ils confondent apparemment la relation sociale avec une addition d'objets - prenant ainsi un fantasme capitaliste pour la réalité). Cependant toutes ces errances signalent des failles de la réflexion révolutionnaire, qu'il s'agisse de la question du rapport entre notre vie quotidienne, notre activité de révolutionnaires et notre propre réflexion, ou de l'évacuation par une mystique de la révolution anonyme, de la question de l'individu. Plus généralement, ces divagations renvoient à la question centrale de ces dernières années : "Mais où est donc passé le sujet révolution naire?" Pour de plus amples détails sur la continuité révolutionnaire dans laquelle nous nous reconnaissons, voir La Banquise nº 2 "Le roman de nos origines".

La disparition de cette revue au profit du Brise-Glace correspond d'une part à une réduction des effectifs, consécutive à la crise racontée dans le nº 4 de LB ("Nouvelles du froid"), d'autre part à des exigences présentes dès l'origine dans le projet de LB mais que nous avions perdues en route : coller d'un peu plus près à l'actualité, s'ouvrir à des contributions extérieures (signées) et, surtout, trouver une forme de texte où la réflexion aille en profondeur tout en visant la simplicité et la brièveté de l'expression. Tout affadissement de la pensée sous prétexte de "se faire comprendre" montre un mépris du lecteur mais toute complication superflue trahit chez le rédacteur un plaisir narcissique qui parasite celui de communiquer. Certains articles de LB, croulant sous les références, sans plan bien affirmé, étaient plutôt le soubassement du véritable article qui aurait dû paraître : le résultat est cet aspect un peu trop "revue de recherche" de la défunte Banquise. L'article sur la Palestine dans LBG n° 1 nous paraît en revanche assez réussi par rapport aux exigences énoncées plus haut.

En t'écrivant, j'ai vérifié combien toute rencontre authentique entre individus contient les questions qui se posent aux collectivités qui les englobent. J'ai eu envie de te parler de nous, ce qui a donné une lettre que nous pourrions fort bien, si tu le permets, publier dans *LBG* n° 2–3, à titre de présentation de la revue et de son projet. (...)

A te lire. Fraternellement,

# LE POINT D'IMPLOSION DE L'IDEOLOGIE DEMOCRATISTE

Le ploutocrate Bush et le bureaucrate Gorbatchev, les terroristes Shamir et Pérès, le massacreur Chadli et son copain Arafat, Isabelle Adjani et Jean-Paul II, Harlem Désir et Margaret Thatcher, Krasucki et le porte-parole de la coordination, tout le monde est autorisés, les vedettes et les démocrate. L'extension à toute la planète du discours des droits de l'homme et singulièrement son introduction dans la phraséologie des dirigeants de l'Est marquent son apogée mais aussi peut-être le début de son déclin. Quand tous les chefs d'Etat, les interlocuteurs penseurs parlent le même langage,

le moment est venu où la révolte va s'en chercher un autre, balbutier une langue qui ne soit ni celle du politicien, ni celle du juriste.

L'heure approche où l'on parlera de la démocratie réelle comme on parle aujourd'hui du socialisme réel.

### LA DEMOCRATIE EST UN RAPPORT SOCIAL

### Question de mots

Le démocratisme est l'illusion selon laquelle la démocratie — ensemble de procédures de représentation et de production du droit — peut et doit régler l'ensemble de la vie sociale. Or c'est un fait que dans l'histoire des sociétés — du moins des sociétés modernes — comme dans celle des individus — du moins des individus des derniers siècles — les moments où l'on délibérait, où l'on fixait des normes ont toujours alterné avec

ceux où les rapports de force sous-jacents au cours ordinaire des choses éclataient brusquement et où la violence physique et symbolique s'exerçait. Devant les penseurs lilliputiens du consensus français, même un ex-guérillériste et courtisan mal repenti comme Régis Debray prend stature de géant de la pensée lorsqu'il rappelle dans sa dernière œuvrette que le Droit et la représentation parlementaire ont été instaurés dans le sang, lorsqu'il dénonce l'entreprise de révision, de "lyophilisation" de l'histoire de la révolution.

Selon les démocratistes, on en aurait fini avec les moments de rupture, la société serait désormais le lieu d'une délibération ininterrompue, qui règle perpétuellement les rapports sociaux et délégitime la violence. On aurait enfin trouvé la forme de la société éternelle — fantasme qu'un François Furet résume

ainsi pour les médias ravis: "la Révolution est terminée."

Terminée? Pas pour nous ni pour ceux qui tirerons quelque profit de la lecture du *Brise-Glace*.

Quand on constate que le discours des droits de l'homme et de la démocratie est devenu le discours de presque tous les dirigeants de la planète (les autres, tôt ou tard, seront rappelés à l'ordre), on doit conclure que tout effort révolutionnaire passe aujourd'hui par la critique de ce discours et, surtout, des pratiques qu'il recouvre. Mais on reste dans le discours démocratiste quand on cherche à démontrer que ceux qui l'utilisent ne sont pas, ou pas assez, démocrates, que la réalité qu'ils défendent (un syndicat, un parti, un Etat...) n'est pas, ou pas assez, démocratique. On s'enferme dans un système de pensée et d'action qui critique Ceaucescu pour la destruction dictatoriale des campagnes roumaines mais reste impuissant devant le même processus quand il est accompli par le jeu de phénomènes économiques qui respectent les rituels démocratiques, comme ce discours est impuissant devant les exactions d'un FMI, représentant des grandes nations démocratiques, qui provoquent pourtant des famines semblables à celles déclenchées par l'Ubu de Bucarest, et pour les mêmes motifs: remboursement de la dette, soumission aux Lois de l'Economie, Parce qu'il respecte ces dernières, le démocrate, si exigeant qu'il se veuille, ne peut qu'accepter l'expulsion des immigrés illégaux, conformément à la loi votée par le parlement et approuvée par la majorité de ses concitoyens. Et si, par hasard, il s'oppose non plus dans l'abstrait à l'expulsion "des émigrés" mais à celle d'individus concrets, il cesse de se conduire en démocrate.

Ici comme partout en ce monde où les mots sont aux mains de l'ennemi, se posent d'emblée des questions de vocabulaire. "Vous êtes donc contre la démocratie? Et pour la dictature, pour le totalitarisme?" nous demande le sens commun. On peut toujours se mettre d'accord sur des notions assez vagues pour contenter tout le monde. Si par démocratie, on entend la plus grande maîtrise possible de leur histoire par les individus et les groupes sociaux, alors oui, nous sommes démocrates. Mais en réalité, toute la querelle entre le démocrate et nous repose sur la définition du possible.

Seuls des sectaires schizophrènes con-

fondraient dans la même injure le démocratique chef d'Etat qui, par GIGN interposé, a préparé au lance-flamme le règlement démocratique de la question kanake, avec le démocrate sincère qui veut voter par peur d'un massacre néocolonial. Et pourtant, sans le second, le premier n'aurait pu commettre ses exactions. Nous ne ferons pas non plus l'injure au révolutionnaire obnubilé par le principe de la démocratie directe de le confondre avec un partisan du crétinisme électoral. Hors nos ennemis directs, nous savons que nous avons avec tous ceuxlà dont nous venons de parler — les degauche gentils comme les autogestionnaires ardents — un point commun (mais c'est souvent le seul): au contraire du réactionnaire qui veut soumettre les individus aux déterminations d'un Ordre préétabli, nous sommes les uns et les autres partisans de la plus grande autodétermination possible des individus et des groupes humains.

# Démocratie et communisme

Mais ce qui nous sépare de tous les autres, c'est qu'ils se concentrent entièrement sur la question de l'autonomie. Ils sont en quête de procédures permettant d'imposer la volonté de l'individu ou du groupe à ce qui le détermine. La démarche révolutionnaire, au contraire, consiste à se porter au cœur de ce qui détermine. L'effort entrepris par ceux qui veulent changer le monde en le démocratisant, y compris par l'autogestion, n'aboutit jamais qu'à le pérenniser en donnant à chacun l'illusion de pouvoir modifier les règles, alors que tous sont soumis à la Loi d'un monstre abstrait: l'Economie - cet autre nom du capitalisme. C'est pourquoi, redonnant leur sens originel à des mots que l'échec des révolutions passées a laissé aux mains de leurs pires ennemis, nous affirmons que, pour s'exprimer, la liberté a besoin de la Communauté humaine, d'une société qu'on n'a encore jamais vu nulle part sur notre planète, la société communiste.

Cela a des implications concrètes dès aujourd'hui. C'est en effet en fonction des limites à dépasser, de toutes les

bornes posées au projet communiste qu'on doit agir. Parce que le communisme est destruction de l'Etat, de l'argent et, plus concrètement, abolition de l'entreprise, de la séparation entre production matérielle et acquisition du savoir et donc liquidation de l'école, destruction des prisons, de la publicité, du nucléaire, de la "communication" unilatérale (médiatique), nous ne sommes pas prêts à "respecter les rythmes" et les auto-limitations des mouvements sociaux sous le seul prétexte du respect de leur autonomie, des procédures d'auto-organi-sation qu'ils ont mises au point. Société qu'on n'atteindra qu'accessoirement par le vote d'assemblées, société qui donnera à la liberté de chacun une expansion encore impossible dans le monde du Capital, le communisme ne se définit pas par des procédures d'expression de la volonté collective. La Communauté humaine n'est ni démocratique ni antidémocratique : la question de la démocratie ne s'y pose pas.

C'est là que les penseurs les plus rigoureux de la démocratie, comme Lefort, croient pouvoir nous enfermer dans le vieux dilemme : ou avec la démocratie ou avec le totalitarisme.

"Qui rêve d'une abolition du pouvoir garde en sous-main la référence à l'Un et la référence du Même : il imagine une société qui s'accorderait spontanément avec elle-même, une multiplicités d'entreprises qui seraient transparentes les unes aux (sic) autres, se développeraient dans un temps et un espace homogènes; une manière de produire, d'habiter, de communiquer, de s'associer, de penser, de sentir, d'enseigner qui traduirait comme une seule manière d'être. Or qu'est-ce que ce point de vue sur tout et sur tous, cette amoureuse étreinte de la bonne société, sinon un équivalent du fantasme de toutepuissance que tend à produire l'exercice de fait du pouvoir?(1)"

Si on laisse de côté la psychanalyse de bazar qui conclut ce passage, ce qui frappe c'est l'obsession de la question du pouvoir.

"Si par communisme... on entend une société d'où serait absente toute résistance, toute épaisseur, toute opacité; une société qui serait pour elle-même pure transparence; où les désirs de tous s'accorderaient spontanément ou

bien, pour s'accorder n'auraient besoin que d'un dialogue ailé que n'alourdirait jamais la glu du symbolisme; une société qui découvrirait, formulerait et réaliserait sa volonté collective sans passer par des institutions, ou dont les institutions ne feraient jamais problème ---si c'est de cela qu'il s'agit, alors il faut dire clairement que c'est une rêverie incohérente, un état irréel et irréalisable dont la représentation doit être éliminée. C'est une formation mythique, équivalente et analogue à celle du savoir absolu, ou d'un individu dont la «conscience» a résorbé l'être entier."

C. Castoriadis (2)

Parce que notre imagination ne peut en concevoir la disparition, mais aussi parce nos désirs n'en réclament pas la fin (puisque le désir-même la présuppose), la dimension inconsciente nous paraît inséparable de la dimension sociale (la propension des humains à s'associer et à se transformer en s'associant) que nous, communistes, considérons comme la richesse première de l'homme. Que les relations humaines, interindividuelles et sociales en général donnent du pouvoir à certains individus sur d'autres, que ces pouvoirs aient partie liée avec l'inconscient, ce sont là des réalités qui semblent difficilement dépassables dans quelque société que ce soit. De même, il est difficile d'imaginer que ces pouvoirs demeurent dans un état éternel de fluidité bienheureuse et réussissent à simplement être — c'est-à-dire à agir sans se fixer dans des formes d'organisations (d'«institutions», dirait Castoriadis) qui lui assurent le minimum de permanence indispensable à toute activité humaine. On peut là encore objecter que la difficulté de concevoir la disparition de tout pouvoir exprime seulement combien il est difficile à notre imagination de sortir des limites du vieux monde, de ses images et de ses catégories mentales. Mais on peut se demander si pareille disparition est seulement souhaitable. L'existence de pouvoirs est-elle compatible avec celle de la liberté? Non seulement on peut répondre par l'affirmative mais on peut dire aussi que l'une et les autres se présupposent mutuellement.

### Abolition du pouvoir?

Je suis heureux, par exemple, d'avoir la liberté de me soumettre au pouvoir du chef d'orchestre, du musicien et du compositeur qui me plongeront tout à l'heure dans l'extase. Je le suis moins d'avoir la "liberté" de me soumettre au découpage de mon temps par l'économie, à la nécessité de perdre ma vie à la gagner, à la rentabilisation de l'émotion musicale... Bref, peut me chaut la liberté d'aller au concert après le boulot. De même, il ne m'est pas inimaginable de choisir librement de me soumettre pour un temps ou pour toujours aux rythmes, aux symboles et aux règles d'une communauté. Mais quand l'Etat occupe tout l'horizon du temps et des codes sociaux, il n'est de liberté qu'au service d'un grand renoncement.

Prétendre abolir le pouvoir serait pour une révolution aussi illusoire que pour une dictature vouloir supprimer toute liberté. Si totalitaire soit-elle, une société ne peut survivre sans laisser à ses membres un minimum d'initiative. Si libertaire soit-elle, elle ne saurait exister sans que des pouvoirs s'y exercent. Le «chef» d'une tribu d'Ouvéa que la coutume contraint à parler le dos tourné à l'assemblée pour ne pas risquer de l'influencer par ses expressions faciales, ces «chefs» guayaqui que Clastres décrit dans La société contre l'Etat, sontils réellement sans pouvoir? On peut dire que l'influence qu'ils exercent sur ceux de leur tribu ne ressemble en rien à celle des chefs d'Etat, des seigneurs féodaux, des rois, etc. Mais les actes et les gestes de ces individus précis exercent pourtant bien un effet sur leurs semblables, qu'aucun autre ne peut exercer. Dans ces sociétés sans Etat que sont (qu'étaient) les sociétés primitives, le pouvoir existe. Il est pris dans tout un réseau de relations qui en délimitent les interventions et la portée, mais l'exercice de ce pouvoir n'en est pas moins un moment décisif de l'expression de la volonté collective.

Rêver de l'abolition de l'Etat et, mieux encore, le combattre dans la perspective de son abolition, c'est s'opposer à une société dans laquelle les pouvoirs sont figés, hiérarchisés et concentrés par et pour la perpétuation de la division de classes. Ce n'est pas rêver à l'abolition de tout pouvoir, car pouvoirs et liberté sont inséparables. La liberté est un "pouvoir d'agir ou de n'agir pas" (suivant

le définition de Littré), et le pouvoir d'agir sur les choses et les conditions d'existence est inséparable du pouvoir d'agir sur les hommes : quelque activité que j'aie, je n'éviterai pas qu'elle exerce, à sa manière, une influence, un pouvoir sur les autres.

Qui veut éviter de remuer de grands mots creux doit les remplir d'histoire. Idée née avec l'émancipation pratique de l'individu, la liberté est une création historique.

### Histoire de la liberté

Vive la liberté, mille dieux! Dégobillons sur les lois, décrets, règlements, ordonnances, instructions, avis, etc. Foutons dans le fumier bouffe-galette, jugeurs et roussins: les cochons qui confectionnent les lois, les bourriques qui les appliquent et les vaches qui les imposent. Oui, faire ce qu'on veut, y a que ça de chouette.

Félix Fénéon (dans Le Père Peinard)

En Occident, l'ère moderne a commencé avec l'émancipation de l'individu vis-àvis de la communauté dont il faisait partie — communauté villageoise, commune urbaine, corporation et lignage. Ce phénomène de liquidation de la société féodale allait de pair avec celui de l'établissement de la souveraineté du monarque dans les limites de son territoire. Les théories du droit naturel ont précédé celles des droits de l'homme. "Le Droit naturel est l'ensemble des principes selon lesquels les hommes doivent vivre indépendamment de l'existence d'une société particulière ; ces principes sont déduits de la nature vivante et rationnelle de l'homme"(3). Ces droits fondent tout à la fois l'indépendance de l'individu et la souveraineté du monarque. Les individus peuvent posséder et produire, sans les entraves des privilèges féodaux ; les sujets peuvent appartenir au souverain sans qu'il ait à en référer à l'Eglise ni à les partager avec ses vassaux. Puis la révolution bourgeoise désincorpore le principe de la souveraineté en le transférant du roi à la nation. Les droits du citoyen qui s'ajoutent alors aux droits "naturels"

de l'homme garantissent à chaque individu une sorte de droit de propriété abstrait sur l'Etat démocratique, ce qui se traduit non seulement par sa très concrète appartenance à une nation et à son Etat, mais encore par une sorte de proclamation universelle aux effets bien réels: la démocratie est le propre de l'homme donc tout homme désormais appartient à la démocratie.

Le sujet d'un monarque pouvait toujours faire appel des décisions royales devant la loi divine, le ressortissant d'un Etat non démocratique peut toujours rechercher la protection d'une démocratie mais, comme l'écrit Furet, "la loi démocratique, n'ayant rien au delà d'elle, ne comporte aucun tribunal d'appel; l'obéissance qui lui est due ne dépend aucunement de son contenu, mais uniquement des procédures formelles qui ont conduit à sa promulgation. (...) Le pouvoir d'Etat démocratique élimine la notion même de droit de résistance, et a fortiori le vieux recours au tyrannicide (...) Par une sorte de prime qu'elle est en mesure de conférer à toute disposition qui émane d'elle, la majorité transforme en droit tout ce qu'elle fait.(4)" Poursuivi par la garde, le hors-la-loi trouvait refuge dans l'église. Menacé par les sbires totalitaires, l'opposant s'abrite derrière les frontières des démocraties. Mais celui qui a contrevenu aux lois d'une démocratie, celui surtout qui a pris les armes contre l'une d'elles, celui-là ne trouvera bientôt plus d'asile nulle part. "Terroristes" et "délinquants" l'apprendront toujours plus à leurs dépens: au delà de l'Etat de droit, il n'y a plus rien, que la prison et la mort.

En 1789, les rédacteurs des différents projets de la Déclaration des droits de l'homme appuient leurs démonstrations de la nécessité de ces droits sur les besoins primordiaux de l'homme en l'«état de nature». C'est sur la fiction d'un homme préexistant à tous les liens sociaux que sont fondés les Droits de l'homme. L'abstraction philosophique ne fait que refléter et préparer l'abstraction réelle à laquelle la société capitaliste ramène l'individu qu'elle vient de créer.

### Le citoyen, individu borné

"Avant tout," écrit Marx en 1844, "nous constatons que ce qu'on appelle les «droits de l'homme», les droits de l'homme distingués des droits du citoyen, ne sont autres que les droits du membre de la société civile, c'est à dire de l'homme égoïste, de l'homme séparé de l'homme et de la communauté."

Rappelant la définition de la liberté dans les différentes Déclarations ("pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui"), il constate : "Les limites dans lesquelles chacun peut se mouvoir sans préjudice pour autrui sont fixées par la loi, comme les limites de deux champs le sont par le piquet d'une clôture. Il s'agit de la liberté de l'homme comme monade isolée et repliée sur elle-même." Ce droit "n'est pas fondé sur l'union de l'homme avec l'homme, mais au contraire sur la séparation de l'homme d'avec l'homme. C'est le droit de cette séparation, le droit de l'individu borné. enfermé en lui-même.(5)"

A propos de ces passages célèbres de la Question juive, Lefort écrit que Marx ne saisit pas le sens de la mutation historique que consacrent les Déclarations, et par laquelle "le pouvoir se trouve assigné à des limites et le droit pleinement reconnu dans son extériorité au pouvoir." En opposition au communisme de Marx, à la notion de Communauté humaine, Lefort se fait l'apologiste de la séparation. ".. Les droits de l'homme," explique-t-il, "apparaissent comme ceux des individus, les individus apparaissent comme autant de petits souverains indépendants, régnant chacun sur son monde privé, comme autant de microunités défaites de l'ensemble social; mais cette représentation en détruit une autre : celle d'une totalité transcendante à ses parties." La disparition de la transcendance, Lefort la voit dans la désincorporation de la loi (qui n'est plus incarnée par le roi) et il oppose cette heureuse relativisation qui se serait emparée des rapports sociaux au projet communiste qui, lui, réinstallerait une société «comme un seul corps», ne laissant aucun espace à l'«indéterminé», à l'«incernable» — autrement dit : à la liberté.

Le point fort chez Lefort c'est qu'il appuie son argumentation sur une réalité trop vite évacuée sinon par Marx du moins par le marxisme vulgaire : la présence de la démocratie au cœur des rapports sociaux capitalistes. La conception de l'individu comme microunité, nous dit Lefort "fait découvrir une dimension transversale des rapports sociaux, dont les individus sont des termes mais qui confèrent à ceux-ci leur identité tout autant qu'ils sont produits par eux. Par exemple, le droit de l'un de parler, d'écrire, d'imprimer implique celui de l'autre d'entendre, de lire, de conserver et transmettre la chose imprimée. Par la vertu de l'établissement de ces rapports, se constitue une situation dans laquelle l'expression est suscitée, où la dualité du parler et de l'entendre dans l'espace public est multipliée au lieu de se figer dans la relation d'autorité, ou bien de se confiner dans des espaces privilégiés."

Il est aisé de montrer le ridicule de cette vision idyllique, de rappeler par exemple que le droit de MM. Hersant, Maxwell ou Berlusconi de parler, d'écrire, d'imprimer librement suppose seulement chez d'autres le droit d'avaler leur soupe et de se taire — ou de ne rien lire et de diffuser une maigre revue peu lue. Mais cela ne dispense pas de voir ce que Lefort met en évidence: les droits de l'homme ne garantissent pas un mode d'être, une nature purement statique de l'homme, mais un mode d'agir, une activité qui se trouve au fondement de la société existante.

Cette «manière d'être en société», Lefort lui assigne comme origine une conception proprement mystique du droit comme «foyer inmaîtrisable». Reprenant à son compte la fiction d'un homme sans détermination, tel que les rédacteurs des Droits de l'homme l'énoncèrent à travers leur théorie de l'état de nature, il assure: «Les droits de l'homme ramènent le droit à un fondement qui, en dépit de sa dénomination, est sans figure, se donne comme intérieur à lui et, en ceci, se dérobe à tout pouvoir qui prétendrait s'en emparer...la même raison fait qu'ils ne sont pas assignables à une époque... et qu' on ne saurait les circonscrire dans la société...»

Dans la réalité historique, les droits eurent bel et bien, dès l'origine une "figure", parfaitement circonscrite à une société. Dans son projet de Déclaration, Marat écrit: «Tant que la nature offre abondamment aux hommes de quoi se nourrir, se vêtir, tout va bien, la paix peut régner sur la terre. Mais quand l'un d'eux manque de tout, il a droit d'arracher à un autre le superflu dont il

regorge. Que dis-je? il a droit de lui arracher le nécessaire, et plutôt que de périr de faim, il a droit de l'égorger et de dévorer ses chairs palpitantes(...) L'amour de préférence que chaque individu a pour lui-même le porte à immoler à son bonheur l'univers entier: mais les droits de l'homme étant illimités, et chaque homme ayant les mêmes droits, celui qu' ont tous les individus pour attaquer, ils l'ont tous pour se défendre ; du libre exercice de leurs droits résulte donc nécessairement un état de guerre, et les maux sans nombre qui l'accompagnent... Ce sont ces maux redoutables auxquels les hommes ont voulu se soustraire, lorsqu'ils se sont réunis en corps. Pour y parvenir, il a donc fallu que chaque membre de l'association s' engageât à ne plus nuire aux autres, qu'il remît à la société ses vengeances personnelles, le soin de le défendre et de le protéger; qu'il renonçât à la possession commune des productions de la terre, pour en posséder une partie en propre, et qu'il sacrifiât une partie des avantages attachés à l'indépendance naturelle pour jouir des avantages qu'offrait la société. Nous voici arrivés au pacte social.(6)»

Cette vision de l'homme comme individu isolé, égoïste, toujours prêt au meurtre pour satisfaire ses besoins individuels ne correspond aucunement aux données de l'anthropologie et de l'histoire. Il est impossible de concevoir, dès l'origine, l'homme sous la figure d'un individu isolé qui serait ensuite entré en relation avec les autres! En réalité, cette monade agressive, hantée par des angoisses de pénurie ne ressemble en rien à ce qu'on sait de l'homme de la préhistoire, mais bien à la projection fantasmatique de l'individu bourgeois en situation de concurrence.

# Le démocrate et le capitaliste

Pour que l'activité sur laquelle repose le monde moderne — l'achat et la vente de la force de travail — puisse s'effectuer, il faut que l'individu soit, à un moment, libre. C'est à dire libéré de toute obligation qui lui interdise de passer le contrat qui le lie au capital. Même si dans la

réalité, il n'a guère de choix... «Tout ce qui aide à mesurer des hommes et des produits, sans préjugé ni considération de statut, de rang, de race, de nation... aide le capital. Et tout ce qui entrave la libre mesure du travail social contenu dans des produits à échanger, entrave la bonne marche du capital. Il y a un moment zéro de l'échange (comme de l'embauche "libre") où les deux parties sont censées se rencontrer sans préalable. Exactement comme lors d'une élection, on mime la recréation d'un moment neuf, originel, un point de départ, la remise des compteurs à zéro. (7)»

Le caractère abstrait de la liberté et de l'égalité sous le capital n'empêche nullement ces notions d'avoir une portée réelle: "Il faut que cent chemises mauriciennes à un dollar pièce puissent rencontrer un téléviseur japonais à cent dollars pour que cent dollars s'échangent contre cent dollars même si, en réalité, l'échange est inégal, les chemises incorporant plus de travail humain et donc plus de valeur. Pour que ce mécanisme fonctionne, il faut que les individus ou les personnes sociales qui gèrent ces quantités de valeur en circulation ne soient pas entravés ou favorisés dans leur rencontre, donc qu'on ne brime ni n'altère leur circulation par des privilèges trop gênants pour l'accumulation de valeur...L'égalité des hommes et des choses suppose aussi la confrontation dans la vie politique et juridique. Les idées doivent se rencontrer, se mesurer équitablement.(8)"

On a vu que dès leur naissance, les droits de l'homme, loins d'être indéterminés, appartenaient bel et bien à une société donnée. Lefort tente de repousser l'argument de deux façons. D'abord, il accuse la critique révolutionnaire du Droit de "confondre le symbolique et l'idéologique", comme si le premier était à l'abri des influences de l'idéologie. L'idéologie dominante ne se résume pas aujourd'hui moins que jamais — à un ensemble doctrinal. Les textes fondateurs, les gloses des spécialistes, les litanies journalistiques ne sont que la partie élaborée, la pointe émergée d'un iceberg de représentations mentales plus ou moins conscientes qui structurent la rationalité et l'imaginaire social. L'instance symbolique en fait partie intégrante. Le droit n'existe pas seulement dans les constitutions et dans les codes, mais aussi dans la tête des gens, cause et effet de leur «manière d'être en société».

C'est parce qu'ils ignorent cette réalité que tant d'activistes minoritaires ou de rebelles au consensus démocratique se retrouvent écrasés sans comprendre. Le spectacle de l'anti-terrorisme qui les liquide n'est pas pure manipulation de maîtres considérant la société du haut de leur donjon. Ce spectacle tire sa substance et son dynamisme du démocratime spontané que sécrètent les rapports sociaux capitalistes. Le formalisme démocratique échange la pacification de la vie sociale contre mille humiliations et un grand renoncement. Lorsque des zigotos viennent troubler cette paix de telle manière que le citoyen ne se trouve rien de commun avec eux, il se sent menacé dans cette tranquillité si chèrement acquise. D'où un rejet qui nourrit toutes les manœuvres étaticomédiatiques.

A l'inverse, l'idée du Droit est si peu constitutive d'une nature humaine que pour la faire entrer dans les têtes des sauvages, il a fallu en couper un certain nombre. Quand une tribu canaque, répartie entre «maîtres de la terre» et «maîtres de la mer», faisait circuler entre ses membres les produits du sol et de l'océan dans le cadre de relations marquées par la réciprocité du don (voir "Lettre aux Kanaks" dans LBG n° 1), l'acquisition de notions telles que "droit de propriété" ou "droit de pêche" n'a pu être vécue que comme un appauvrissement et un avilissement de la vie. Le prolétaire moderne expérimente de son côté combien le langage du droit qu'il balbutie et les rituels démocratiques qu'il reproduit constituent un frein dès qu'il s'attaque à ses conditions d'existence.

Tout ce sur quoi les individus et les communautés avaient une prise immédiate devient objet d'un droit dès lors qu'une médiation intervient, les grands médiateurs universels de l'argent et de l'Etat imposant toujours en dernier ressort le premier sa mesure, le second ses garanties et ses sanctions. Quand des masses de paysans ont été arrachés à leur terre, que leurs liens, leurs histoires et souvent leur chair ont été hachés menu par l'industrie, quand ils ont été réduits à n'être plus qu'une force de travail, ils ont obtenus le droit de s'associer pour pouvoir mieux se vendre.

Au fur et à mesure que notre corps a été pris en charge par les spécialistes, que chacun des moments de notre vie a fait l'objet d'une nouvelle intervention de quelque instance extérieure, nous avons gagné le droit à la vie, à la mort, à la ma-

ternité pour les femmes, à la procréation, à la santé, à une vieillesse digne. Jamais nous n'avons eu tant de droits, jamais nous n'avons été aussi peu responsables des heurs et malheurs de notre carcasse.

Pour en finir avec lui, Lefort écrit encore: «A partir du moment où les droits de l'homme sont posés comme ultime référence, le droit établi est voué au questionnement. (...) Or, là où le droit est en question, la société, entendons l'ordre établi, est en question.» Mais qu'advient-il quand l'ordre est établi, entre autres, sur sa mise en question? La dynamique du juridisme démocratique qui double spontanément la médiatisation toujours accrue de nos vies entraîne certes des modifications de la loi, parfois même des changements de personnel dirigeant. Mais elle conforte l'adhésion fondamentale au système, l'acceptation de la présence du Grand Médiateur et la fiction d'un contrat social auxquels nous aurions adhéré en naissant, en toute liberté.

Nous aimons assez la liberté, cette brave vieille notion tant de fois abusée et travestie en son contraire, pour estimer que la démocratie n'est pas une idée assez large pour la contenir. A la définition démocratique, bornée de la liberté («pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui»), nous opposerons cette définition communiste : la liberté c'est pouvoir faire tout ce qui fait autrui—faire ce qui fait l'Autre, cet Autre qui me fait. Intervenir sur ce qui détermine les autres, quel pouvoir ils me donnent! Et si les autres me déterminent, quelle liberté je leur offre!

# Le démocrate et le prolétaire

Critiquer la démocratie en dénonçant son caractère «formel» et «bourgeois» est une erreur du marxisme vulgaire qui néglige une double réalité: d'une part, l'association dès l'origine entre le mouvement ouvrier et le mouvement démocratique, d'autre part le fait que la démocratie n'est pas une simple idée dont il s'agirait de dénoncer la fausseté mais une réalité au cœur des rapports sociaux capitalistes. Elle est elle-même un

rapport social, l'activité qui tout à la fois morcelle les individus et les réunit pour faire fonctionner l'ensemble de la société.

L'histoire de la démocratie moderne et du mouvement ouvrier sont indissociables. C'est avec raison que l'auteur de La formation de la classe ouvrière anglaise place au début de son livre un chapitre sur la Société de correspondance londonienne qui, face à la «dureté des temps» et à «la cherté des moyens de subsistance» avançait comme principal programme que «tout adulte possédant sa raison et n'ayant commis aucun crime ait le droit d'élire les députés au Parlement» (8). Ainsi, dès l'aube des temps modernes s'affirmait une caractéristique nouvelle des mouvements sociaux.

Au contraire des soulèvements millénaristes qui, de Spartacus aux Guerres des paysans, ne connurent qu'une seule alternative, «la liberté ou la mort», et une seule issue, la mort, les mouvements de l'ère moderne — celle de la naissance et du développement concomitants du capitalisme et de la démocratie — présentèrent presque toujours une double nature de contestation radicale de l'ordre du monde et de revendication d'une place en son sein.

Depuis lors, à chaque fois que la première dimension l'a emporté (des luddistes aux durutistes en passant par Cronstadt et les soulèvements des années 20 en Allemagne), la mort n'était jamais loin. Quand la deuxième dimension s'imposait, le mouvement parlait la langue du droit, c'est-à-dire qu'il tendait à trouver un langage commun avec l'Etat, au besoin en obtenant une modification de la loi démocratique, le massacre n'étant jamais à exclure même quand il s'agissait seulement pour les canuts Ivonnais d'affirmer leur droit au travail ou pour les Communards de défendre des droits communalistes et sociaux.

La démocratie est le lieu politique de la contre-révolution où les intérêts divergents de la société sont certes reconnus dans leur opposition mais à la condition que leur irréductibilité soit absorbée dans la «concertation» qui les plie à l'«intérêt général». A ses débuts (période de «domination formelle»), la démocratique est à proprement parler l'Etat démocratique est à proprement parler l'Etat bourgeois, communauté des êtres humains créée par le suffrage universel ; sa coupure de la vie sociale de ces mêmes êtres humains est patente. Le patron s'emploie à acheter la force de travail en

dessous de sa valeur ou à augmenter la journée de travail sans augmenter les salaires. La principale intervention de l'Etat dans la vie sociale est la répression anti-ouvrière.

La difficulté de trouver des accomodements privés avec les capitalistes entraîna les ouvriers dans "une action politique générale". En s'opposant à toute réforme, les patrons plaçaient l'ouvrier dans une situation où il était tenté de passer de la contestation réformiste d'un mode de valorisation de sa force de travail à la remise en cause révolutionnaire de la valorisation en tant que telle. Danger qui fut conjuré, malgré quelques moments difficiles pour eux, par la social-démocratie et l'Etat démocratique. Le second, sous l'influence de la première, sut faire passer l'intérêt du capital en général avant celui des capitalistes privés qui n'avaient pas compris où était l'avenir et intervint de plus en plus dans la vie sociale. C'est ainsi que durant les grandes grèves de 1889 et 1905, ce fut l'Etat bismarckien qui obligea les barons de la Ruhr à céder à toutes les revendications ouvrières. «Si la bourgeoisie croit trouver en nous des paratonnerres, elle se trompe. Nous devons aller à la rencontre du monde du travail. Il faut donc accepter les exigences des classes travailleuses, les huit heures de travail, les six heures pour les mineurs et les ouvriers qui travaillent la nuit, la caisse de retraite, la caisse d'invalidité et de vieillesse, les contrôles sur nos industries. Nous appuyons ces revendications parce que nous voulons habituer la classe ouvrière à la capacité directive des entreprises et aussi pour convaincre les ouvriers qu'il n'est pas facile de faire marcher une industrie ou un commerce. Si la doctrine syndicaliste soutient qu'on pourra extraire des masses les dirigeants capables d'assumer la direction du travail, nous ne pouvons nous mettre en travers, surtout si ce mouvement tient compte de deux réalités, la réalité de la production et celle de la nation...»

Dans ce discours de 1919, où il défendait également le droit de vote des femmes, Mussolini (car c'était lui!) énonçait le programme de la démocratie sociale qui allait être appliqué à la majeure partie des pays capitalistes.

Ce mouvement accompagne le développement de la communauté matérielle du capital. Les droits de la classe ouvrière lui sont reconnus dans la mesure où elle abandonne son caractère réel de classe. La classe capitaliste existe toujours mais les capitalistes ne sont plus les simples représentants de leurs capitaux individuels, ils sont les fonctionnaires du capital social qui s'est autonomisé, qui n'est plus la simple somme de toutes ses parties constituantes mais qui au contraire les détermine. Les capitalistes individuels peuvent être remplacés par de simples fonctionnaires du capital. La classe ouvrière apparaît elle aussi comme fonctionnaire de la communauté matérielle.

### L'emplâtre du droit sur la jambe de bois de l'individu

Mais sous l'apparence — qui est une partie de la réalité — l'exploitation continue. Avec la démocratie sociale, la société capitaliste caresse et met en scène le rêve d'une société qui abolirait les classes en conservant le capital. L'orgie de démocratisme qui marque ces dernières années montre que la société a toujours besoin de croire à ce rêve.

Le démocratisme repose sur l'illusion selon laquelle des procédures de représentation (de désignation de représentants, de mise en scène d'une délibération et d'une décision collectives) garantissent aux individus et aux sociétés la plus grande maîtrise possible de leur sort. L'isoloir est le symbole par

excellence du démocratisme. L'acte par lequel l'homme s'isole un instant de ses semblables (qui n'a d'équivalent que la défécation) pour prendre une décision censée engager toute sa vie vise à donner rituellement une réalité minimale à ce «monde privé», cette «micro-unité défaite de l'ensemble social» sur laquelle il régnerait en «petit souverain indépendant» : son individualité.

En réalité, aujourd'hui moins que jamais, 1'homme seul n'a de volonté propre. Chacun de ses actes, de ses désirs et de ses pensées a toujours été un moment dans la continuité des actes, des désirs et des pensées des autres. Si les idées de liberté individuelle et de volonté personnelle ont un sens c'est celui de capacité à jouer des influences qui forment une personne. Plus elle est capable de reconnaître ces influences et de les moduler, plus son rapport avec elles est immédiat, plus la personne est libre.

Or jamais dans l'histoire humaine les individus n'ont été aussi soumis à des influences impersonnelles, déshumanisées, obéissant à une logique abstraite (l'économie), jamais les images et les idées n'ont à ce point échappé aux gens pour se concentrer dans un monde à la fois étranger et omniprésent (le spectacle). Jamais peut-être les individus n'ont été confrontés à une domination aussi minutieuse et aussi insaisissable.

Autrefois, ils pouvaient toujours rêver de tuer le souverain — parfois même ils le faisaient. Aujourd'hui il faut être enfermé dans l'armure sans visière d'une idéologie mangée de rouille pour croire qu'on change quoi ce soit en tuant un dirigeant démocratique. Le geste est aussi dérisoire que celui de voter pour ou contre lui.

Plus l'homme est impuissant à changer sa vie, plus doit être mise en scène la conquête infinie de droits à l'intérieur de cette vie. On doit tout particulièrement mettre en scène le droit de désigner des représentants qui, en fait, ne représentent rien d'autre que la rencontre de leurs pauvres appétits, des intérêts de lobbies et de l'intérêt général du capital. Or qui l'ignore, en réalité? Qui donnerait tort à Castoriadis (lequel est apparemment sorti en meilleur état de la relecture de Freud que Lefort de celle de Tocqueville) quand il déclarait dans une interview: "Choisir pour l'éternité entre Barre et Mitterrand, le seul énoncé de ce projet suffit à le condamner"?

Et cependant les gens votent. Ils n'ont pourtant pas bonne mine nos représentants... Du moins nous garantissent-ils que nous ne sommes pas dans un de ces pays totalitaires où la terreur est permanente, où l'on torture dans les caves, où le *Brise-Glace* ne pourrait pas paraître. Plutôt la démocratie que la terreur. Et voilà comment la terreur règne jusque sur les territoires où n'opèrent pas de tortionnaires.

### CRITIQUE DE L'IDEOLOGIE DEMOCRATISTE

### Démocratie, communauté et action révolutionnaire

La critique que le mouvement communiste fait de la démocratie conduit certains révolutionnaires à soupçonner derrière cette critique le refus de la «démocratie directe», et à voir dans l'aspiration à une communauté humaine un penchant pour un unanimisme, un étouffement de l'individu voire un nouveau totalitarisme.

Pour ceux qui ne pensent pas que toute société est totalitaire par essence, les soupçons reposent sur la façon dont ils privilégient une *forme* née d'une réaction nécessaire à ce monde. Dans une

société atomisée, éclatée où les individus finissent par s'enfermer dans une "folie" solitaire d'où rien ne semble plus pouvoir les sortir, il est certain qu'un mouvement révolutionnaire authentique, aussi partiel soit-il, s'affirmera dès l'abord comme la réunion, les retrouvailles de cette masse d'exclus, exclus

d'eux-mêmes et des autres. La condition nécessaire du succès de pareil mouvement sera bien évidemment la participation d'un maximum de gens, sur le tas, sans séparations, sans médiations, sans manipulations. Les assemblées, qu'on les appelle «conseils», «soviets» ou, aujourd'hui en France, «coordinations», contiennent en elles cette possibilité de libre association à partir de laquelle un mouvement révolutionnaire pourrait commencer à transformer la société. Mais, si elles sont la condition nécessaire, elles ne sont pas, et de loin, la condition suffisante.

Aussi démocratique que soit une assemblée, aussi directe que soit la démocratie qui y règne, elle n'est jamais à l'abri de tentatives de manipulations. La seule garantie que le mouvement ne dégénère pas, que les manipulations soient déjouées, c'est la force du mouvement lui-même, c'est que les gens assemblés empêchent le pouvoir de passer en d'autres mains, c'est qu'ils comprennent qu'en soi la représentation c'est déjà le renoncement. Même les plus radicaux qui disent «nous sommes tous des délégués» devraient plutôt dire seulement «nous sommes!» Bien sûr, ce qui est facile dans un atelier, une petite usine où tout le monde se connaît l'est moins dans une grande entreprise, une ville et moins encore à l'échelle d'un pays. La transparence, le contrôle des débats y sont d'emblée plus difficiles. Toutefois, les mouvements ont déià fourni quelques réponses pratiques.

En 1976 à Vitoria (au pays Basque), les prolétaires de toutes les usines en grève réussirent à s'assembler à plusieurs milliers sans que la qualité du débat en souffre. A Gdansk, en 1980, lors des négociations des fameux "accords" (quoi qu'on puisse penser de leur contenu par ailleurs), les ouvriers des chantiers imposèrent que des micros soient installés dans la salle de réunion afin que tous ceux qui étaient dehors puissent suivre les débats et savoir ce que disaient «leurs» délégués.

# Limites des conseils ouvriers

Le mérite des conseils ouvriers apparus à différentes périodes de l'histoire de ce siècle c'est que le débat n'y était pas séparé, comme dans un parlement bourgeois, mais qu'il s'agissait d'assemblées où étaient réconciliées discussion et action, ceux qui débattaient étant ceuxlà mêmes qui agissaient. La critique des conseils ouvriers ne porte pas sur la forme d'organisation qu'ils se sont donnée mais sur le fait qu'ils sont restés enfermés dans le lieu où ils s'étaient constitués, l'usine.

L'histoire nous a, il est vrai, donné aussi l'exemple de soviets «territoriaux» comme en Russie en 1917-18 ou en Allemagne en 1918. Mais il s'agissait en fait d'organes où se trouvaient pêlemêle des représentants de soldats et d'ouvriers et des membres (intellectuels) de partis ouvriers (voire, en Allemagne, de représentants de fractions de la bourgeoisie).

A cause du rôle joué, en Russie, par les partis et principalement les Bolchéviks (qui virent dans les conseils un moyen de prendre le pouvoir et firent tout pour limiter leur action), du rôle, en Allemagne, de la social-démocratie (qui, s'appuyant sur sa base ouvrière, réussit à contenir les Spartakistes et même à faire exclure Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht du Conseil central des délégués du Grand Berlin parce qu'ils n'étaient pas ouvriers, avant de les faire assassiner), et enfin à cause du rôle joué, dans les deux cas, par les soldats (qui ne voulant souvent que la paix et rien d'autre, limitèrent le mouvement après en avoir été l'élément propagateur), ces conseils territoriaux représentent dans l'histoire des conseils un cas à part en cela qu'ils n'étaient ni des assemblées de base ni des assemblées composées uniquement de délégués de la base. Ils se révélèrent d'ailleurs rapidement inefficaces puis contre-révolutionnaires.

Pour s'en tenir à la Russie et à l'Allemagne, s'il s'agit d'y critiquer l'action des conseils ouvriers, on ne peut donc à proprement parler faire entrer dans cette catégorie que les conseils d'usine (lequels ont fini par être intégrés sous la forme de comités d'entreprise en Allemagne) et les comités d'usine (qui disparurent dès l'été 1918 en Russie).

Nés dans l'usine, parce que c'est là que les prolétaires avaient commencé à s'attaquer à leur exploitation, les conseils ouvriers en sont restés prisonniers, leur vision du monde restant celle de quelque chose à gérer. Remarquable, parce qu'elle portait sur le lieu central de leur exploitation, leur attaque est restée partielle. Du coup, on en a surtout retenu la forme — le conseil comme lieu de

débat, avec ses problèmes de majorité et de minorité — et l'on a oublié l'essentiel, l'action des ouvriers contre leur exploitation, action dont le fait de s'organiser en conseil pour débattre n'était qu'un des aspects. La «critique des conseils ouvriers» n'a en fait guère de sens. Ce qu'il s'agit de comprendre c'est l'action des ouvriers qui, ayant entre autre formé des conseils dans leurs usines, n'ont pas su étendre leur action à l'ensemble de la société.

Par conséquent, la question de savoir si la forme prime le contenu ou l'inverse est le type même du faux débat. A vrai dire c'est le mouvement proprement dit qui conditionne les formes d'organisations qu'il se donne. Tant que le mouvement est ascendant, il trouve naturellement les formes nécessaires à la poursuite de son action. Et la pureté "démocratique" des décisions importe peu tant que les décisions prises débouchent sur des actions qui emportent l'adhésion. A ce moment là, les initiatives d'une minorité décidée ralliant à elle une majorité qui se reconnaît immédiatement dans les actions où elle se trouve entraînée, font souvent plus pour l'avancée du mouvement que des débats où une majorité démocratique demeure indécise. C'est souvent quand le mouvement commence à refluer que la forme se fige, et contribue même à accélérer la défaite.

Si l'on se retourne sur les grands mouvements du passé, on constate qu'ils commencent toujours à être «battus» de l'intérieur. Qu'il s'agisse de la Commune de Paris, des soviets et des comités d'usine en Russie, des conseils en Allemagne dans les années 20, en Espagne en 36 ou en Hongrie en 56, ces différents mouvements ont tous commencé par perdre l'initiative avant d'être battus par les forces réactionnaires, quelles aient existé en leur sein ou agi de l'extérieur.

Le mouvement révolutionnaire a hérité de la vision démocratique la plus ancienne l'idée que tous les conflits peuvent se régler par des débats. C'est triplement faux : c'est faux avant que le mouvement n'éclate, c'est faux pendant qu'il se propage et c'est encore faux quand il reflue. La majorité des grèves ne démarrent pas à la suite d'un vote. La situation est mûre et c'est soudain l'explosion générale ou bien, plus fréquemment, une minorité hardie force la main aux autres, et il y a alors un effet d'entraînement qui ne fait l'objet d'aucun débat, qui ne se

(...)L'idée de voter la grève est par exemple aussi absurde que celle de décréter une émeute. On ne part en grève parce qu'il y a une majorité de camarades qui sont prêts à le faire mais parce qu'on a soi-même en tant qu'individu, en tant que prolétaire, et non en tant que "membre de la classe ouvrière", envie de le faire. Si les gars de Paris-Nord, de Brétigny ou d'ailleurs avaient dû attendre que la majorité des cheminots de France soit d'accord pour partir, il n'y aurait tout simplement pas eu de grève. Au contraire, ils ont justement cherché à entraîner les autres en affirmant d'abord leur propre révolte. Chapeau!

De même, l'extension du mouvement à d'autres entreprises ou secteurs (à commencer par les plus proches, la RATP et les PTT) ne pouvait pas être une décision émanant démocratiquement des assemblées ou des coordinations. Les assemblées, qui auraient pu en exprimer la volonté, n'avaient aucun pouvoir réel, puisqu'elles refoulaient systématiquement tout ce qui pouvait les diviser. Quant aux représentants du mouvement, ils n'allaient tout de même pas, en ces circonstances, scier la branche corporatiste sur laquelle ils étaient assis! Il aurait donc fallu que des groupes de cheminots déterminés partout aillent débaucher les travailleurs des usines et des bureaux. Et cela, sans attendre a priori aucun soutien des assemblées cheminotes et sans attendre non plus évidemment que les travailleurs des autres entreprises viennent d'abord à eux. Cela faisait beaucoup de conditions à remplir et dans l'ensemble elles ne l'ont pas été. Par contre, la démocratie a très bien fonctionné pour accélérer le mouvement de reprise. Alors même qu'il y avait encore une grosse majorité de dépôts en grève, dans le deuxième semaine de janvier, et alors même que la plupart des assemblées se prononçaient pour la continuation de la lutte, il suffisait que ceux qui étaient décidés à reprendre le boulot annoncent aux autres qu'ils ne se conformeraient de toute façon pas aux décisions de l'assemblée pour qu'aussitôt un second vote donne une majorité pour la reprise. Et ainsi, en l'espace de quelques jours, la «lente» reprise devenait une reprise «quasi

générale», à la satisfaction de tous nos ennemis. Bien sûr, les magouilleurs des coordinations et des syndicats ont pesé de tout leur poids dans ce sens. Mais cela ne change rien au fait que c'est le mécanisme démocratique luimême qui a permis de casser le mouvement. (...)

Il faut dire un mot enfin sur ces fameuses «coordinations autonomes» vantées par certains à longueur de tracts. Elles n'étaient en fait que le résultat d'un compromis foireux entre bureaucrates et travailleurs, entre l'idéologie démocratique et le mouvement ouvrier réel, entre les nécessités de la lutte et les besoins des appareils. Les prolétaires, quand ils se révoltent, se trouvent confrontés à la nécessité urgente d'accomplir une foule de tâches concrètes. Dans ce but, ils s'associent spontanément et sans avoir besoin d'en référer à des abstractions comme les «assemblées souveraines» ou les «coordinations autonomes». Et tant qu'ils agissent ainsi, leurs mouvements sont en fait difficilement contrôlables : ce fut le cas de la grève des cheminots pendant la première semaine.

Les choses commencent à se gâter quand, par peur, le grand nombre tend à se reposer sur quelques-uns du soin de mener la lutte, retombant ainsi dans l'ornière de la passivité. Des structures de plus en plus centralisées se forment alors qui s'emparent de tout : réunions, décisions et actions. C'est alors que les syndicats et les partis reprennent du poil de la bête : d'une part en plaçant leurs hommes à tous les niveaux de ces nouvelles structures d'encadrement des prolétaires, d'autre part en organisant de leur côté des manifestations bidons et en impulsant des grèves corporatistes qui ne visent évidemment qu'à épuiser la combattivité ouvrière. Alors les salauds peuvent s'écrier avec le stalinien Krasucki: "La base, ça n'existe pas, la base, c'est la CGT" (ou la CFDT, ou LO, la liste n'est pas close). Effectivement, la base n'a pas su se débarrasser à temps des militants de base.(...)

Extrait de Réflexions critiques sur le mouvement social, hiver 1986-87, en France; se trouve à l'Herbe Rouge 1bis, rue d'Alésia, 75014 Paris.

vote pas, qui ne se sancúonne pas. Pour prendre des exemples connus, il suffit de citer celui de l'usine Renault de Cléon en mai 68(10) et celui des cheminots en 86-87.

# Force et limites des mouvements sociaux récents

Comme on a pule constater encore récemment à l'occasion des grèves, pourtant limitées, des cheminots en France, tant que le mouvement a été dynamique — pendant la première semaine — il s'est passé de tout enregistrement, de toute sanction démocratique. On a ainsi pu entendre dans la bouche d'un gréviste ces deux phrases tout à fait «anti-démocratiques» mais qui montrent bien comment fonctionne un mouvement : «On ne vote pas, puisqu'on est tous d'accord.» Puis : «On a voté qu'on n'arrêterait pas les trains, mais on les arrête quand même.»

Il ne s'agit pas de dire pour autant qu'il n'y a jamais besoin de débats parce que le mouvement obéirait à une logique aveugle, parce que les prolétaires seraient poussés vers l'avant par les «contradictions du capital». Le chemin n'est jamais tracé d'avance et il y a tout le temps des problèmes pratiques à résoudre, avec des risques de désaccords et d'affrontements qui peuvent être violents sur les décisions immédiates à prendre. Rien n'exclut qu'il faille parfois savoir reculer pour reprendre son souffle avant de repartir de plus belle.

Pendant la grève des mineurs anglais en 1984-85(11), la logique jusqu'au-boutiste a empêché une telle tactique. Pourtant certains auraient pu décider au bout de trois mois de reprendre le boulot le 
temps de toucher les salaires pour se 
remettre en grève aussitôt après. Pour 
prendre ce genre de décision, il faut 
évidemment des discussions, des débats. 
Mais la forme qu'ils prennent, le vote qui 
permet de "connaître l'opinion" de la 
majorité, le caractère démocratique des 
assemblées n'offrent aucune garantie sur 
le contenu des décisions.

Il faut maintenant revenir sur le dernier avatar de l'idéologie démocratique : les «coordinations», qui, depuis l'hiver 86, fleurissent en France chaque fois que les prolétaires tentent de prendre leurs affaires en main(11). Cette forme d'organisation part bien sûr de l'idée juste qu'il faut se rassembler en dehors des organisations «ouvrières» qui sont désormais un des meilleurs appuis du système et tenter de dépasser les barrières catégorielles imposées par l'organisation capitaliste — du moins dans le meilleur des cas, car il y a souvent à l'intérieur de la même entreprise des tendances très corporatistes qui ne s'unissent pas.

L'exemple en a été donné par les derniers mouvements à la RATP en nov-déc. 1988. Les roulants, une fois satisfaites leurs revendications, n'ont pas aidé les ouvriers des ateliers d'entretien. Quant à ces derniers, ils n'ont établi aucune liaison avec les conducteurs d'autobus qui étaient en grève au même moment qu'eux. De même lors du mouvement des infirmières, il n'y a pas eu de coordination (!) avec les aides-soignantes, les masseurs, les réanimateurs,... les ouvriers d'entretien, toutes catégories que l'on a seulement vu défiler les unes derrière les autres.

Dans les rares cas où les barrières catégorielles défendues par les syndicats ont été franchies, cette pratique de la main tendue n'a cependant pas suffi à surmonter l'une des principales faiblesses de ces mouvements : leur incapacité à faire éclater les catégories et à les remettre en cause. Le mouvement du personnel hospitalier de l'automne 88 est en cela exemplaire. Des milliers d'infirmières sont descendues dans la rue, ont tenu des assemblées nombreuses et su en quelques jours créer à l'échelon de tout le pays un réseau de coordinations efficace. Mais ce bel exemple de «démocratie directe», à quoi a-t-il servi? A poser les questions centrales de la «santé»? De la «médecine»? Savoir faire des pansements, opérer un blessé, c'est très joli; mais tous ces patients, de quoi sont-ils malades, au fond? Et la psychiâtrie, la camisole chimique, le maintien en «vie» de légumes à l'agonie, c'est de la «santé» ça? Pourquoi le médecin est-il le patron et l'infirmière sa boniche?... Or à quoi ont servi les coordinations, en fait? A négocier avec le pouvoir à la place du syndicat ou même à faire pression sur le syndicat pour qu'il négocie «mieux».

A peine les ouvriers de la centrale nu-

cléaire de Pierrelatte s'étaient-ils mis en grève qu'ils obtenaient la semaine de 35 heures. Parfait. Mais, à long terme, il faudra bien qu'ils se posent la question du maintien du nucléaire, la question de leur rôle d'ouvrier, etc...

Par contre, deux autres mouvements, celui des ouvriers de la SNECMA et celui des postiers des centres de tri, ont réussi à faire entrer un peu plus profond le coin enfoncé par les cheminots. La grève de la SNECMA a été remarquable à plusieurs titres. D'abord, les ouvriers sont sortis de l'entreprise pour faire connaître leur lutte — cela faisait des années qu'on n'avait pas vu ça. Ils ont présenté une revendication anti-économique en réclamant 1 500 francs pour tous. La grève, qui a duré deux mois, ne s'est pas soldée par une défaite mais a été relayée par d'autres formes d'agitation. Les grévistes ont poursuivi leur mouvement malgré le brouillage médiatique (on était en pleine période d'élections présidentielles), montrant leur salutaire désintérêt pour la mascarade démocratique. La grève a été marquée par une participation massive des ouvriers : lorsqu'un millier d'entre eux se déplaçaient pour populariser leur lutte, il en restait un beaucoup plus grand nombre pour continuer à occuper la boîte. Enfin, l'activité de propagande, la fabrication des tracts a été l'œuvre des ouvriers euxmêmes. Seule ombre au tableau, les «coordinations» n'étaient pas franchement anti-syndicales mais mixtes.

Quant aux postiers, il ont réussi à mettre sur pied des coordinations entre divers centres de tri qui sont restées minoritaires mais qui ont fonctionné entièrement en dehors des syndicats, la confection des tracts se faisant sans aucun concours extérieur.

### Le 5 janvier 1919 à Berlin

"Le témoin communiste poursuit son récit :

«C'est alors que se produisit l'incrovable. Les masses étaient là très tôt, dans le froid et le brouillard. Et les chefs siégeaient quelque part et délibéraient. Le brouillard augmentait et les masses attendaient toujours. Mais les chefs délibéraient. Midi arriva et, en plus du froid, la faim. Et les chefs délibéraient. Les masses déliraient d'excitation: elles voulaient un acte, un mot qui apaisât leur délire. Personne ne savait quoi. Les chefs délibéraient. Le brouillard augmentait encore et avec lui le crépuscule. Tristement les masses rentraient à la maison: elles avaient voulu quelque chose de grand et elles n'avaient rien fait. Et les chefs délibéraient. Ils avaient délibéré dans le Marstall, puis ils continuèrent à la préfecture de police. et ils délibéraient encore. Dehors se tenaient les prolétaires, sur l'Alexanderplatz vidée, le flingot à la main, avec leurs mitrailleuses lourdes et légères. Et dedans, les chefs délibéraient. A la préfecture, les canons étaient pointés, des marins à tous les angles, et dans toutes les pièces donnant sur l'extérieur, un fourmillement de soldats, de marins, de prolétaires. Et à l'intérieur, les chefs siégeaient et délibéraient. Ils siégèrent toute la soirée, et ils siégèrent toute la nuit, et ils délibéraient. Et ils siégeaient le lendemain matin quand le jour devenait gris, et ceci, et cela, et ils délibéraient encore. Et les groupes revenaient de nouveau sur le Siegesalle et les chefs siégeaient et délibéraient. Ils délibéraient, délibéraient, délibéraient.»"

(Die Rote Fahne, 5 sept. 1920; cité par Pierre Broué, Révolution en Allemagne, 1917-1923, Ed. de Minuit, 1971.)

### Le démocratisme contre la subversion, et réciproquement

Comme nous l'évoquions déjà dans La Banquise (n° 4,), la prochaine vague révolutionnaire se trouvera confrontée à la question de savoir quoi faire des innombrables fichiers que la technocratie moderne engrange dans ses mémoires informatiques. On peut imaginer que le Conseil du Grand Paris (de Sofia Antipolis, ou d'ailleurs) vote, majoritairement et démocratiquement, de les mettre au frigo en attendant de savoir qu'en faire. Souhaitons qu'une bande d'«incontrôlés» prenne alors l'heureuse initiative d'y bouter le feu dare-dare.

L'idée que dans un mouvement révolutionnaire, on doive et même qu'on *puisse* se compter n'a aucun sens. Céder à cette idée, c'est se mettre à la merci de l'illusion démocratiste selon laquelle la volonté collective est la simple addition de volontés individuelles souveraines, alors qu'elle est toujours le résultat d'un jeu complexe d'influences croisées.

Lorsque se constitue une instance délibératrice (le conseil, l'assemblée ou la coordination), la principale question n'est pas celle des procédures par lesquelles pourrait le mieux s'exprimer la volonté de tous les participants, mais bien celle du rapport entre l'instance de débat et l'action à mener, question qui est indissociable de celle de la nature même de l'action. Si la situation est suffisamment riche de possibilités, on peut très bien concevoir que la minorité mène sa propre action à côté de celle de la majorité et que le résultat de leurs actions conduise une bonne part de la majorité à rejoindre la minorité, ou bien montre à cette dernière qu'elle se trompait. Si les possibilités sont limités, la majorité peut considérer que l'action de la minorité va mettre en danger l'action majoritaire. Se pose alors un rapport de force.

Le triomphe de l'illusion démocratiste conduirait dans le premier cas (situation «ouverte») la minorité à ne rienfaire par respect de la procédure — et le mouvement dans son ensemble perdrait l'occasion d'un saut qualitatif. Dans le deuxième cas (situation «fermée») l'illusion démocratiste peut soit servir la minorité si elle composée de magouilleurs politiciens (les trotskistes, par exemple,

ont acquis une longue expérience de la manipulation des assemblées à coup de votes opportuns), soit voiler un rapport de force instauré par la masse en imposant l'image de procédures qui «ont toujours raison», image qui à l'occasion (voirci-dessus) desservira le mouvement.

Si l'on ne doit pas tout ramener à une «question d'organisation», la question de l'organisation est posée par toute activité. Garder la maîtrise de ce qu'ils font

### Le 5 mai 1937 à Barcelone

«L'attitude des militants anarchistes dans ces moments dramatiques est exactement la même que celle que j'ai notée en ce qui concerne les collectivisations, par exemple. Ils se lancent à la bataille avec ardeur et spontanément. Ils se font maîtres des trois quarts de la ville. Mais ils attendent des consignes, des ordres, de leurs chefs vénérés! Lorsque ceux-ci leur ordonnent de quitter les barricades ils refusent! Ils ne quitteront pas les barricades ce jour-là ni le lendemain, malgré tous les appels de leurs dirigeants. Il ne reste pas moins que cette attente décue de consignes révolutionnaires, un certain flottement, une indécision certaine devaient naître, que les forces adverses ont mises à profit pour reprendre la Gare et le Central Téléphonique. Bien entendu, ce flottement va de pair avec une indéniable ardeur au combat, mais, ici encore, cette ardeur est défensive. Ils attendent que leurs chefs leur donnent un plan d'attaque d'ensemble, une stratégie globale et offensive (on a vu que lorsque le «plan d'ensemble» est la retraite pure et simple, ils refusent), et comme ils ne recoivent rien de semblable, ils se contentent de tenir leurs barricades et leurs locaux sans passer à l'offensive généralisée et coordonnée. Car les nombreux coups de main et les victoires partielles de la veille ne suffisent plus à ce stade de la bataille.» (Carlos Semprun-Maura, Révolu-tion et contrerévolution en Catalogne, Ed. Mame, 1974.)

est toujours le souci premier de ceux qui rompent avec les formes de représentation et de délégation dominantes. Mais la multiplication des procédures de contrôle n'a jamais rien garanti: elle n'aboutit qu'à multiplier les occasions de manipulations. Les "délégués élus et révocables à tout instant" sont soit une fiction au service d'une nouvelle bureaucratie en formation, soit une réalité de fait sans cesse menacée et susceptible de toutes les adaptations. Un mouvement qui passerait son temps à révoquer et à élire serait vite vaincu tandis que des délégués révocables mais jamais révoqués finiraient pas ressembler comme deux gouttes d'eau à des députés! Entre les deux, il y a la place pour toute une série de formes d'organisation, de délégation et d'échanges. Mais aucune forme, jamais, ne garantira la nature d'un mouvement. Au sein d'un mouvement, le rôle d'un révolutionnaire est d'agir dans le sens de ses tendances les plus radicales... quand il y en a. Qu'un mouvement émane de la base et s'auto-organise ne constitue pas à nos yeux un critère suffisant pour y intervenir. Par exemple, devant le mouvement de la base des matons de l'automne 88, la seule chose à faire aurait été de les inviter à disparaître après avoir détruit leur instrument de travail! Autant dire qu'il n'y avaitrien à faire sinon continuer de les considérer comme des ennemis.

Agir dans un sens radical signifie chercher à influer sur le mouvement en adoptant la forme la plus adéquate à l'action, c'est-à-dire une forme qui ne risque pas de s'autonomiser, d'imposer sa dynamique propre et donc ni une forme démocratiste (voir plus haut) ni une forme dictatoriale. Il n'y a plus que les archéoléninistes pour croire que la dictature d'un parti ou d'un Etat puisse produire autre chose qu'elle-même, et il n'y a plus que les infra-léninistes pour s'imaginer que les "conseils" pourraient exercer une dictature sans se transformer en Etat.

Agir dans un sens radical, c'est chercher à influer sur un mouvement non par la coercition ou l'illusionnisme mais par la subversion. Il s'agit de créer des situations qui rendent difficiles les retours en arrière et de commencer à modifier, si peu que ce soit, les conditions d'existence de ceux que touche le mouvement — en lui et hors de lui. Lors des récentes grèves dans les centres de tri, certains postiers ont émis l'idée d'acheminer gratuitement le courrier. Si une seule poste avait fait

cela — par exemple, en timbrant gratis tous les plis et paquets — cela aurait créé un choc dont tout le mouvement aurait bénéficié et les ondes s'en seraient propagées dans l'ensemble de la société : l'action d'une minorité aurait eu infiniment plus de poids, pour elle comme pour les autres, que cent mille votes d'assemblées.

- (1) Claude Lefort, L'Invention démocratique, Le livre de poche-Biblio-Essais, 1981. Toutes les citations de Lefort qui suivent sont tirées de ce livre.
- (2) C. Castoriadis, L'institution imaginaire de la société, Le Seuil, 1975.
- (3) Pierre Lantz, "Genèse des Droits de l'Homme: citoyenneté, droits sociaux et droits des peuples", L'homme et la société, n° 3-4, 1987.
- (4) François Furet et d'autres auteurs, Terrorisme et démocratie.
- (5) Marx, Oeuvres philosophiques, édition établie, annotée et commentée par M. Rubel, Gallimard (La Pléiade), 1982, pp. 347-381.
- (6) Les déclarations des droits de l'homme de 1979, Textes réunis et présentés par Christine Fauré, Payot, 1988. Voir aussi, par exemple, le projet de Siéyès qui concevait les citoyens comme "actionnaires de la grande entreprise sociale".
- (7) "Pour un monde sans innocents", La Banquise n° 4.
- (8) Edward Thompson, La formation de la classe ouvrière anglaise, trad. de l'anglais par Gilles

- Dauvé, Mireille Golaszewski et Marie-Noëlle Thibault, Hautes Etudes, Gallimard-Le Seuil.
- (9) Voir à ce sujet : Henri Simon, To a bitter end,
- (10) Le 15 mai, trois cents jeunes ouvriers se mettaient en grève et bloquaient l'usine. Dès le lendemain, ils entraînaient derrière eux le reste de l'usine, puis toute la Régie Renault.
- (11) On lira à ce sujet le tract "Nous qui sommes entre autres des usagers et des chômeurs..." reproduit à la suite à titre de document.

NOUS, QUI SOMMES, ENTRE AUTRES,

DES USAGERS ET DES CHOMEURS .....

Il est maintenant habituel que l'on oppose aux salariés grévistes, le sort malheureux des "usagers" et des chômeurs. On voudrait nous faire croire que les grévistes sont des gens égoistes et sans scrupules.

Ainsi les grévistes de la SNCF ne prendraient jamais le train, ceux des PTT ne recevraient jamais de courrier, ceux d'EDF s'éclaireraient à la bougie, etc.

Ainsi les chômeurs seraient tels que le souhaite l'Etat, prêts à tous les compromis pour un emploi, soumis à toutes les injonctions qu'impose l'économie. Il faudrait de plus que ceux qui travaillent sachent tout accepter par respect pour les chômeurs, comme s'ils en étaient responsables.

Il existerait, en opposition aux grévistes, les usagers... Cette catégorie <u>vague</u> de la population que la presse, les syndicats, les politiciens, les entrepreneurs affirment hostile aux grévistes. Toutes ces crapules parlent à notre place. Comme si leurs intérêts particuliers étaient partagés par tous et que tous étaient prêts à les défendre. Ils voudraient que nous nous identifiions à leurs intérêts, comme les patrons veulent que les salariés se responsabilisent de la bonne marche de l'entreprise, comme l'Etat impose aux gens d'être des citoyens-défenseurs zélés de l'économie, de la démocratie et de la loi.

Ce qu'ils appellent les usagers, ce sont en fait leurs <u>clients</u>, qui <u>doivent</u> consommer dans le silence et dans l'isolement leurs services, leurs produits et leurs mensonges. "Un bon client - un bon usager - ça paye et ça ferme sa gueule". Ce silence et cet isolement sont les deux conditions essentielles de leur prospérité.

Et ces menteurs d'inverser la réalité en affirmant que notre sort deviendrait malheureux du fait des grévistes. Nous qui sommes, entre autres, des usagers et des chômeurs et qui subissons cet isolement et cette condamnation à nous taire, nous connaissons bien le sort que nous réserve le fonctionnement quotidien de ces services ; transportés comme du bétail par la RATP, accidentés par la SNCF, abrutis de mensonges par les médias, les syndicats et les politiciens.

Alors que l'économie exige de ses citoyens d'être des machines dociles chez qui il ne resterait de dignité que celle de s'identifier à ses lois, les grévistes, au contraire, affirment la fierté de ne pas subir cette condition. C'est pour cela que nous nous reconnaissons dans ces salariés qui tentent de rompre le silence et l'isolement.

On assiste actuellement en France à de multiples mouvements de grèves qui dans la plupart des cas cherchent à s'organiser en dehors des syndicats. Les mouvements les plus récents ont tous manifesté l'existence de courants non-syndicaux. Ces courants se sont manifestés, entre autres, à EDF, dans les houillères de Lorraine, dans les hôpitaux, à la SNCF, dans les transports urbains, à la SNECMA, à Air France, à la Sécurité sociale, aux PTT, chez les sidérurgistes de l'Est, chez Chausson, chez Brandt à Lyon, etc. (pour ce que l'on arrive à savoir)

Au début des années 80, d'autres mouvements avaient engagé des offensives plus clairement anti-syndicales. En 81/82, à Vireux-Molhain (Ardennes) un groupe de sidérurgistes qui s'étaient organisés au sein d'un mouvement regroupant une part importante de la population locale, les ouvriers de l'usine "La Chiers", ainsi que des gens venus de plusieurs régions et pays - et qui avait attaqué pendant plusieurs mois la police, séquestré le directeur et des cadres, brûlé le château du patron, détruit les organismes de reconversion mis en place par l'Etat pour calmer la colère en accordant quelques miettes, rendu libre l'accès de l'usine à tous contre l'avis des syndicats - avait rendu publique une déclaration affirmant que ce mouvement se voulait anti-syndical, anti-politique et anti-hiérarchique. Un peu plus tard, les ouvriers immigrés de Talbot avaient expulsé la CGT. Le scandale de leur colère rendue publique contre leur condition de salarié avait ouvertement allié contre eux la CGT, la police et les jaunes.

Les mouvements de grève et d'agitation qui se développent largement et <u>souterrainement</u> depuis la grève SNCF de 86/87 mettent en avant la question de leur <u>auto-organisation</u>. Depuis 86 cette tendance s'est élargie, à été reprise (1), tout en étant confrontée à une contre-offensive syndicale et étatique plus importante.

Dans la suite des manifestations étudiantes de décembre 86, l'apparition des Coordinations à la SNCF avait cherché à formaliser et à neutraliser cette tendance à l'auto-organisation pour se déclarer et être présentées comme l'expression la plus avancée de ce mouvement. Ce furent surtout les corporatistes et les gauchistes qui s'approprièrent cet ambitieux projet de coordination, c'est-à-dire de liaison directe et autonome, pour le réduire à un groupe de pression, concurrent des syndicats et cohabitant avec eux.

Le gouvernement, en recevant quelques Coordinations, a implicitement reconnu leur existence. Cette tactique politicienne est typiquement socialiste. En entretenant son image "sociale", il transfère les risques d'un affrontement sur les terrains qu'il connaît le mieux, ceux de l'économie et de la négociation ; et d'un même coup il pousse les syndicats à sortir de leur sclérose, à se moderniser, à se réformer eux-mêmes en leur présentant les Coordinations comme un avertissement. L'Etat indique aux syndicats comment regagner leur pouvoir sur ceux qu'ils sont censés contrôler. Ce qu'il leur dit, et ce, de plus en plus ouvertement, c'est : "Tenez votre rôle, contrôlez, enculez les salariés, mais enculez-les démocratiquement, comme nous, sinon vous allez à la faillite et donc nous aussi."

Les Coordinations font plus que prêter le flanc à ces manoeuvres. Dès le départ, elles ont acquis leurs lettres de confusion et de falsification chez les étudiants. Leur inoftensive contestation réclamait une meilleure démocratie. Dans l'idée de Coordination, il y a <u>l'idée abstraite</u> d'une grande réconciliation fraternelle entre des gens dont la réalité quotidienne est pourtant un démenti permanent. Leur credo idéologique est l'unité. Ainsi non seulement nous devons à chaque instant tout supporter, mais encore, dans le moment où s'ébauchent quelques attaques contre cette soumission, devons-nous encore nous unir avec n'importe qui.

Il y a dans cette idée de coordination, le complément de l'imposture que l'Etat appelle "droit de l'homme" (2) et dont il fait une propagande permanente (il n'est pas un

domaine qui soit épargné par cette poisseuse idéologie à la langue de bois chargée de de l'citoyenunitéresponsabilitantiracimégalitésolidaritéfraternitésosracismedroitdignité que vomissent les journalistes et les politiciens, et qu'ils applaudissent dans les Coordinations.

Derrière ce culte à travers lequel l'Etat souhaite que chacun parle le langage de l'Etat s'impose l'idée d'une grande solidarité fraternelle (3) dont les seuls bénéficiaires sont l'Etat et l'économie.

L'idée de Coordination s'intègre dans cette stratégie menée par l'Etat et ses alliés, selon laquelle il est exigé de chacun <u>un supplément de citoyenneté</u>: création d'associations, primes au mérite, cercle de qualité, aide humanitaire, appel à la délation, afin que chacun soit gestionnaire <u>contre tous</u> de sa propre passivité au nom de ce racket pacificateur qu'est la démocratie (4).

Pour les Coordinations et toute l'idéologie démocratique, un individu c'est <u>une voix</u>; il ne s'agit pas que chacun puisse donner de la voix, mais seulement un bulletin de vote. Les syndicats imposent les décisions; les Coordinations les font voter. Mais ce qu'elles ont essentiellement en commun avec les syndicats c'est qu'elles suppriment le débat des Assemblées pour transformer celles-ci en séances de vote à répétition. Les Coordinations refont par rapport aux syndicats ce que la démocratie a déjà fait par rapport aux régimes autoritaires. Elles échangent la soumission imposée contre le droit de voter les formes de sa soumission.

Certains grévistes de la SNCF, durant la grève 86/87, avaient dévoilé le mensonge qui fonde la démocratie. Ils avaient réfusé de voter et disaient que leurs décisions étaient issues d'un accord fondé sur un bavardage permanent.

Ce sont ceux qui possèdent tous les moyens pour colporter les fausses informations, pour diviser les gens, pour les maintenir dans l'isolement, qui apparaissent comme les plus ardents défenseurs de la démocratie. En rapport à ces moyens considérables, les possibilités des salariés cherchant à s'auto-organiser sont dérisoires. Si ces salariés devaient attendre l'accord et le soutien de la majorité, rien ne pourrait se faire. Les moyens de communication et d'informations n'appartiennent pas aux grévistes, mais à leurs ennemis. Et dans le développement d'un mouvement, le retour de l'ordre démocratique signifie l'imposition de la décision d'un vote à la suite duquel les bavardages doivent cesser. C'est cela que voudrait définitivement imposer l'Etat en exigeant pour toute grève la mise en place de votes démocratiques aux décisions desquels les salariés devraient se soumettre. Ainsi, même dans le cas où la grève est majorital-rement votée, elle restera sous le plus complet contrôle syndical.

<sup>(1)</sup> Un moment important de cet élargissement a été la grève de la SNECMA, au printemps 88, durant laquelle les grévistes ont eu comme préoccupation centrale de publiciter leur mouvement et de rompre l'isolement en allant rencontrer d'autres salariés.

<sup>(2)</sup> Une journaliste allemande s'est récemment "oubliée" à la télé en déclarant qu'il était pour le moins ironique que "dans un pays s'appuyant sur les droits de l'homme il existe des hommes en fin de droits!"

<sup>(3)</sup> nouveau terme pour "paix sociale".

<sup>(4) &</sup>quot;Qui critique la démocratie est bon pour le bûcher". C'est un sujet sacré, un dogme inattaquable. C'est une question divine dont la critique renvoit à l'apologie du diable et de la dictature.

De la démocratie, nous n'en connaissons que le poids et l'escroquerie : au mieux pouvons-nous l'utiliser quand elle va dans le sens de nos intérêts. Dans certaines gares en 86/87, des éléments parmi les plus avancés de la grève organisaient des votes lors d'Assemblées qu'ils savaient, au préalable, favorables à leurs initiatives, reprenant ainsi la pratique habituelle des syndicats et de l'Etat qui, eux, ont le pouvoir juridique, c'est-à-dire réel, d'imposer des décisions majoritaires.

La démocratie décrète que l'opinion de la majorité fait <u>acte de loi</u>. La minorité n'a qu'à s'y plier, y compris aux décisions les plus arriérées. La démocratie qui fonde son pouvoir d'illusion sur le fait qu'elle accorde la parole au plus grand nombre est en fait l'exact opposé. Le pouvoir appartient à ceux qui possèdent tous les moyens dans la société. Ils utilisent la démocratie comme ayant valeur de droit et donc de punition pour ceux qui ne lui obéissent pas.

L'éloge déclarée et l'hostilité nuancée poursuivent le même but : celui d'obscurcir et de dissimuler une question qui ne cesse d'inquiéter l'Etat. Depuis plusieurs années l'idée de l'auto-organisation a poursuivi son développement ; et parallélement à cette offensive s'est développée une contre-offensive de ses ennemis au point de ne plus distinguer la part de qualité qui puisse encore subsister dans le projet des salariés de se coordonner directement entre eux et pour eux-mêmes. Pour prévenir toutes pertes de contrôle sur des mouvements de grèves, les syndicats de plusieurs secteurs ont déposé des préavis de grève pour pratiquement tous les jours du mois de novembre. En certains endroits les syndicats créent des Coordinations de toutes pièces ; ailleurs les gauchistes, après avoir tenté pendant plusieurs décennies de noyauter les syndicats, saisissent l'opportunité pour mettre en place des néo syndicats nommés Coordinations (5) ; le gouvernement en reçoit certaines. Les syndicats peuvent déclarer à propos des Coordinations : "Nous sommes d'accord sur le fond, pas sur la forme". Voilà de quoi dégoûter plus d'un salarié décidé à appuyer directement un mouvement d'auto-organisation.

En fait de Coordination, il n'y a eu jusqu'à présent que celle des ennemis de l'auto-organisation des salariés. L'unité syndicale, qui reste une croyance dans les syndicats, trouve son application quand les faux adversaires syndicaux se serrent les coudes face aux attaques qu'ils subissent de plus en plus largement. Ils conservent le monopole de la parole et de l'information. Et il se développe sur cette question une surenchère de mensonges et de confusion (6); une espèce de "libanisation" destinée à cacher les enjeux réels et cherchant à laisser chacun confronté à un mal insidueux, impalpable et pourtant présent. C'est la méfiance qu'ils veulent provoquer contre toute velléité d'organisation autonome.

Mais cette idée attaquée de toute part, par l'usurpation des syndicats et des gauchistes, par la mise en scène de l'extrémisme activiste des staliniens (dont le moment le plus grossier aura été la parodie d'attaque de l'imprimerie Didier en juillet 88), n'a pas encore pu être totalement réduite.

Dans les PTT, face aux syndicats et aux Coordinations chaque jour plus obscures (certaines ont été mises en place par la CGT, d'autres sont le lieu des concurrences gauchistes-trotskistes, etc.) se sont développées des initiatives autonomes isolées entre elles et qui ont été très peu rendues publiques. Des micro-coordinations ont été créées ; elles ont tenté et parfois réussi à brûler les urnes du vote à bulletins secrets organisé par la CGT. Des piquets communs à des services différents des PTT ont bloqué des centres. Des grévistes se déplacent d'une manière autonome entre centres, des tracts non-syndicaux appellant à l'extension de la grève sont diffusés ("Prenez contact avec nous, ne restez pas isolés"). Des Assemblées communes à différents services ont eu lieu, entamant ainsi les séparations traditionnelles. Cette solidarité réelle a pu aller jusqu'au blocage de trains postaux après discussions entre les ambulants PTT, les grévistes du centre chargeant le train et les conducteurs de la SNCF. Lors des misérables journées d'action organisées par les syndicats, de nombreux salariés n'ont pas suivi la CGT ("On veut pas faire grève avec ceux qui nous ont trahis en 78 et en 83"). "Les stals et les rats se sont mis en grève ; nous, on est les battants. Aujourd'hui, on est resté aux casiers" disait un gars du Centre Paris-Montparnasse qui attendait la fin des simagrées syndicales pour se mettre en grève.

Depuis une quinzaine d'années, le mensonge qui voulait imposer la "paix sociale" avait comme argument exclusif celui de la <u>crise</u>. Il exigeait des populations qu'elles subissent, dans le calme et la dignité, l'austérité et les restrictions comme la condition d'une amélioration toujours à venir. L'application directe de cette exigence a été l'occupation policière des rues, elle a rempli les prisons, armé les beaufs, contraint les pauvres à se cloîtrer, intensifié le flicage social.

<sup>(5)</sup> Ils sont mêmes parfois contraints de ne pas se déclarer ouvertement membres d'une organisation pour que leurs petites affaires puissent marcher.

<sup>(6)</sup> La liste est longue : prise d'otage des usagers par les grévistes, grévistes encagoulés, grève orchestrée par la CGT, champs de manoeuvres politiques, infiltration trotskyste, aspirations sociales illégitimes, mouvement exclusivement corporatiste, etc.

Ce mensonge a commençé à s'ébrécher. "On en a marre de se sacrifier" - "Long-temps, on s'est fait avoir, ça ne passe plus" - "Aujourd'hui les travailleurs sont lassés du chantage au chômage" disaient les tracts des grévistes de la SNECMA en avril 88. Depuis le printemps, après l'annonce des bénéfices de diverses entreprises, les salariés se mettent en grève, réclamant une augmentation immédiate de 1500 frs pour tous. Les grévistes actuels des PTT, de la RATP, de la fonction publique en général réclament la même chose : ils en ont marre de se sacrifier, ils veulent de l'argent.

L'Etat a beau pleurer sur les pertes économiques que provoquerait l'acceptation de telles revendications, les grévistes s'en foutent. Voilà un beau manque de civisme!

La vérité, qui se cachait derrière le chantage à la crise, circule de plus en plus. Au moment où l'Etat pense voir s'épuiser un mouvement, les grèves réapparaissent. A la Poste, les grévistes d'octobre ont repris le travail sans avoir le sentiment d'"avoir perdu pour longtemps".

Ces temps ont montré que dans cette société démocratique rien n'est possible pour ceux qui ne se reconnaissent pas dans l'Etat et ses alliés. Il ne peut y avoir de débat avec les syndicats et l'Etat sur la question de l'auto-organisation. Elle reste clandestine parce que d'expérience l'on connaît l'usage fait par l'Etat et ses alliés des mots d'ordres les plus avancés d'un mouvement. Dans cette guerre, l'ennemi est le plus fortement équipé pour prévenir, confondre et falsifier les expressions universelles. C'est dans le secret et la clandestinité que s'organisent le bavardage et les rencontres; au point que les administrations et les syndicats tentent de collecter des informations réelles en envoyant chez les salariés toutes sortes d'espions. Le caractère souterrain et secret de ce mouvement d'agitation est, pour l'instant, une de ses plus grandes qualités. Et cette nécessité n'est pas spécifique aux salariés tentant de s'auto-organiser. Elle a un caractère universel que les pauvres connaissent comme condition première à leur survie dans l'isolement mais aussi à l'organisation de leur colère. Nous n'avons d'amis que nous-mêmes.

Ce mouvement qui cherche à s'auto-organiser, et auquel se confronte l'Etat, les syndicats et les gauchistes avec leurs lourds appareils médiatiques, policiers et politiques, leur permettant de parler sur tous les tons de la menace, du réformisme, du modernisme et de la justice, a déjà gagné le fait d'avoir entamé l'isolement et le sentiment d'écrasement qui dominaient ces dernières années.

M. D. et T. G.

Ce texte a été rédigé vers la fin du mois de novembre 88 par deux chômeurs assistés de quelques amis, amies. Il se veut une contribution à ce débat souterrain qui agite bon nombre de salariés actuellement.

Les auteurs de ce tract, consultés, ont tenu à ce que nous précisions que sa reprodution ici n'impliquait pas un accord total avec les théories du Brise-Glace.

# LE SIONISME, AVORTON DU MOUVEMENT OUVRIER

usqu'à la propagation du mode de production capitaliste au XVIIIe siècle, les juifs demeuraient, dans la région euroméditerranéenne, une des rares communautés pré-capitalistes à avoir survécu à leur déplacement géographique. Cette communauté avait pu se maintenir aussi tard en se faisant l'agent social du commerce des marchandises et de l'argent dans la société féodale européenne, où elle constituait une base extérieure au processus de production pré-capitaliste. C'est en s'appuyant sur cette base que les juifs avaient pu maintenir comme un îlot, certes précaire, au milieu de la société environnante, leur vie communautaire, avec son organisation interne relativement autonome.

Quand le capitalisme devint le mode de production dominant en Europe, le glas de la communauté juive y avait sonné. Irriguant désormais toute la société, la valeur y perdait sa position extérieure par rapport au processus de production. Les juifs perdaient du même coup la condition matérielle de leur reproduction en tant que communauté extérieure à la société.

Le fait que la société européenne fût devenue capitaliste contraignit les juifs à s'y intégrer, en s'assimilant bon gré mal gré aux classes de la nouvelle société : prolétariat, petite bourgeoisie et bourgeoisie.

### Juifs de l'Est : l'intégration impossible

Le processus de destructuration de leur communauté ne fut pas seulement subi, il fut aussi assumé volontairement par les juifs tout au long du XVIIIe siècle dans la haskalah — mouvement réformiste dit des "lumières juives" — qui revendiqua l'émancipation, l'intégration des juifs dans la société moderne. A cette revendication, répondit la Révolution française de 1789 qui prit acte de la nécessité historique de destructurer la commu-

nauté juive en décrétant l'émancipation politique des juifs placés sous sa juridiction. La Convention de 1792, qui décréta l'émancipation politique des juifs, entérinait en fait la décomposition de la communauté en individus atomisés en affirmant vouloir: "Tout accorder aux juifs en tant qu'individus, ne rien leur accorder en tant que nation!" Le principe d'atomisation des individus dans la concurrence mercantile, fondement-même de la société démocratique, était là parfaitement énoncé.

Cependant, du fait des contradictions du capital, cette intégration des juifs à la société européenne ne fut pas réussie partout. En Europe occidentale où le capitalisme était en pleine croissance, la société était suffisamment dynamique pour faire une place aux juifs. Tout au long du XIXe siècle, la communauté se désintégra véritablement, les juifs s'assimilèrent rapidement et leur "judaïsme" ne fut plus que la religion privée d'individus atomisés.

Par contre, en Europe orientale (régions orientales des empires austro-hongrois et russe, Pologne comprise), l'intégration était impossible, le capital s'y étant introduit à la manière dont il devait plus tard créer le tiers-monde. La loi de l'argent s'était imposée à toute la société, avait destructuré le mode de vie traditionnel mais, du fait de la pression concurrente des nations plus avancées, le nouveau mode de production ne pouvait pas se développer suffisamment pour intégrer l'ensemble des masses déracinées.

Cette situation marqua en particulier les masses juives concentrées dans la "zone de résidence" russo-polonaise et dans le nord de l'Autriche-Hongrie, qui regroupaient à l'époque les deux tiers de la population juive mondiale.

L'argent étant devenu une réalité intrinsèque du processus de production, les juifs perdirent dans ces contrées, comme dans le reste de l'Europe, la base traditionnelle de leur survie en tant que communauté. Ainsi s'explique la puissance

qu'y prit au début du XIXe siècle la haskalah, prônant la sortie des ghettos et l'intégration à la société environnante. Or, si cette assimilation était impossible pour les raisons qu'on a vues, le maintien de la communauté l'était tout autant. C'est dans cette double impossibilité contradictoire que s'enracine le drame de la société juive européenne aux XIXe et XXe siècles. Le nouveau mode de production était en effet trop étroit pour intégrer en même temps les masses paysannes "autochtones" ruinées et les masses juives privées de leur moyen d'existence traditionnel, fondé sur la valeur. Un antisémitisme de masse servit alors à exclure la force de travail juive des fabriques1.

Le résultat de l'insoluble contradiction fut cette véritable "anomalie" historique que constitua la survie tenace, dans une misère effroyable, de la communauté juive malgré l'impossibilité objective de cette survie dans la société du capital, sanctionnée par les persécutions et les pogroms.

Cette survie aussi inéluctable qu'anachronique explique le recul du mouvement rationnaliste de la haskalah au cours du XIXe siècle dans les ghettos d'Europe orientale et, simultanément, le succès massif du hassidisme, mouvement de résurrection de la Kabbale et de la mystique communautaire dans laquelle les juifs allaient puiser la force d'endurer la misère et les persécutions. La condition offerte aux juifs dans cette partie de l'Europe au XIXe siècle et jusqu'à la "solution finale" nazie au XXe siècle fut cette condition totalement négative des communautés d'humains devenues de trop sur la terre.

La paupérisation massive entraîna évidemment la formation d'un prolétariat juif nombreux mais qui, pratiquement exclu de l'industrie autochtone, devait demeurer dans la communauté, sans pouvoir la dépasser, et ne pouvait s'investir que dans la petite production à domicile pour le compte de bourgeois juifs.

### Le socialisme juif

Il fallut attendre que l'artisanat juif commence à être éliminé par la concurrence de l'industrie vers la fin du XIXe siècle pour que le prolétariat soit contraint, pour survivre, d'accepter un autre mode de vie et pour qu'il s'affranchisse de l'orthodoxie rabbinique et du culte de la passivité. C'est l'époque où, notamment, les prolétaires juifs d'Europe orientale commencent à adhérer au marxisme et à l'idée d'une révolution prolétarienne. Ils figurent aussi parmi les premiers prolétaires d'Europe orientale à créer des organisations socialistes².

La victoire du socialisme semblait en effet la seule solution de la contradiction engendrée par le capital en permettant l'intégration dans le processus de production et la levée de l'exclusion antisémite. Le mouvement socialiste juif revendiquait au fond la réalisation véritable de l'intégration des juifs à la société moderne. En cela, il était l'héritier moderne de la haskalah. L'intégration sociale des juifs massivement prolétarisés commença donc par leur intégration à la lutte des classes du prolétariat européen.

Toutefois, tout comme la haskalah, le mouvement socialiste juif buta sur l'impossibilité de franchir les frontières de la communauté, dont les conditions d'existence étaient pourtant devenues totalement caduques. La cause évoquée plus haut joua encore : le mode de production moderne était trop étroit en Europe orientale pour intégrer les prolétaires juifs. Par suite, la classe ouvrière autochtone fut gagnée par un antisémitisme durable qui servit à évincer cette force de travail concurrente.

Les prolétaires juifs, éparpillés dans un artisanat moribond puis progressivement contraints à un chômage massif et à l'émigration, se trouvèrent ainsi privés, à l'exception d'une minorité, de toute possibilité d'intégration à la lutte des classes autochtone. Ainsi s'explique la dérive autonomiste et séparatiste du Bund³ qui lui fera manquer le grand rendez-vous avec la révolution d'Octobre, piégé qu'il était dans l'exclusion de la communauté juive prolétarisée.

Cette impossibilité de l'intégration des prolétaires juifs d'Europe orientale à la lutte des classes (que la Deuxième Internationale ne tenta pas réellement de combattre) est sans doute le premier grand échec de l'internationalisme prolétarien, échec qui permet de mesurer le degré d'intégration des prolétariats européens à leurs nations respectives et annonce la faillite prolétarienne de la guerre mondiale de 1914. C'est cet échec qui créa les conditions de l'apparition du sionisme.

Il existait à l'origine deux types de sionisme: un sionisme "bourgeois", typiquement colonialiste, et un sionisme "ouvrier" qui était le prolongement du mouvement socialiste juif d'Europe orientale. Quoi qu'il en soit, l'un et l'autre furent le produit de la question juive d'Europe orientale : le sionisme ouvrier comme produit de directement l'exclusion des prolétaires juifs du mouvement ouvrier européen, le sionisme bourgeois indirectement, comme réponse à la déstabilisation causée par l'émigration massive des prolétaires juifs de la région.

Chassés par l'effondrement de leurs conditions de vie, quatre millions de prolétaires juifs d'Europe orientale émigrèrent entre 1880 et 1929 vers les nations développées d'Europe occidentale et les Etats-Unis. Ce faisant, ils emportèrent dans leurs bagages la question juive d'Europe orientale et contribuèrent à sa mondialisation. Si la société étatsunienne, en pleine expansion, largement ouverte à l'immigration, était assez souple et dynamique pour les intégrer sans problèmes majeurs et le resta jusqu'à la crise de 29, il n'en allait pas de même en Allemagne, en Autriche et en France, où la société était trop rigide pour que l'assimilation se fit sans mal.

A la différence des juifs autochtones de ces différents pays occidentaux, les prolétaires juifs qui déferlent par vagues ne sont pas atomisés. Ils débarquent dans ces pays avec la tradition d'un lien communautaire vivace difficilement assimilable et avec une cohésion sociale, une force, à priori inquiétantes pour la bourgeoisie et son Etat. Ce lien communautaire traverse même les frontières de la France, de l'Allemagne et de l'Autriche et conserve ses racines en Europe orientale. Il fait des juifs des prolétaires véritablement internationaux. Prolétaires mobiles et sans réserves dont un nombre appréciable est ouvert au marxisme, ils portent en eux une potentialité de radicalisation révolutionnaire qui se concrétisera d'ailleurs dans leur participation aux fractions les plus radicales des mouvements révolutionnaires des années vingt. Pour en percevoir l'écho, il suffit de relire les mises en garde répétées des contre-révolutionnaires des socialdémocraties allemande et autrichienne

contre la présence de "réfugiés juifs polonais" au sein du mouvement ouvrier, pendant les années chaudes de l'aprèsguerre (de 1918 à 1923)<sup>4</sup>.

Après 1870, les Etats d'Europe de l'Ouest avaient certes ouvert leurs frontières à ces prolétaires, afin qu'ils concurrencent les ouvriers autochtones, selon un principe établi de la gestion capitaliste de l'immigration. Mais bientôt de larges fractions de la bourgeoise commencèrent à s'inquiéter de l'image d'un prolétariat international et politisé que véhiculaient ces immigrés. Cette image s'opposait à la politique d'intégration des ouvriers d'Europe à leur nation respective, menée par le capital pour créer les conditions de la Guerre mondiale.

La frange la plus intégrée de la classe ouvrière, qui tirait ses privilèges de cette intégration ne pouvait que s'opposer elle aussi à cette image incarnée par les prolétaires juifs immigrés.

### L'antisémitisme moderne

Toutes les conditions étaient désormais réunies pour le surgissement dans les nations développées, après le reflux de la vague révolutionnaire, d'un antisémitisme de masse, polarisé par une extrême-droite nationaliste qui allait entraîner derrière elle une partie importante de la classe ouvrière autochtone. L'archétype du "juif", usurier, exploiteur fut ressuscité et chanté sur tous les tons pour convaincre les ouvriers autochtones que ces immigrés n'avaient rien à voir, parce que juif, avec le prolétariat (national) et neutraliser ainsi le danger de contamination révolutionnaire.

Cet antisémitisme ouvrier allait se radicaliser avec l'approfondissement de la crise en 1929. Une partie de la classe ouvrière, menacée, s'accrocha désespérément à son intégration nationale et rejeta d'autant plus l'image du prolétaire international. L'aggravation du chômage acheva de transformer ces prolétaires nouveaux venus en concurrents qu'il fallait éliminer.

L'antisémitisme de masse triompha en s'incarnant dans le nazisme, une fois que la révolution prolétarienne internationale des années vingt eut été écrasée. Encore terrorisée, malgré cette victoire, par la perspective d'une révolution internationale qui, un instant, avait failli triompher, la bourgeoisie laissa libre cours à la démesure antisémite nazie dans le but d'exorciser définitivement le spectre de l'internationalisme prolétarien. Il est

intéressant de constater que la carrière politique de Hitler commence en 1919, en pleine phase de révolution en Europe. Dans son premier grand discours prononcé le 13 août 1920, il explique qu'il est devenu un antisémite convaincu parce que "les juifs sont *internationaux*, [qu'] ils prêchent l'égalité de tous les peuples et la solidarité internationale, [et que] leur objectif est de dé-nationaliser les races.6"

Dès ce discours, Hitler affirme la nécessité d'éliminer les juifs du sein du peuple allemand, sans préciser encore la méthode à suivre. Il est évident que ce qui est visé derrière l'attaque du "juif", dès cette époque, en pleine situation révolutionnaire, c'est le prolétariat, international et communiste. L'extermination systématique organisée par les nazis une fois leur conquête de l'Europe achevée, allait dans ce sens : liquider définitivement la communauté juive inassimilable d'Europe orientale, parce qu'elle était un "vivier" de prolétaires mobiles, internationaux<sup>7</sup>.

Il fallait que la terreur causée à la bourgeoisie par le prolétariat international fût grande pour qu'elle conduise à l'horreur du génocide des juifs.

Grâce à leur entreprise d'extermination systématique, les nazis trouvèrent véritablement la "solution finale" à l'anomalie historique que constituait la survie de la communauté juive prolétarisée d'Europe orientale. Ils visaient en fait à effacer l'image du prolétaire international qu'elle incarnait afin de consolider à jamais l'intégration des prolétaires d'Europe à leurs nations. Ce faisant, ils œuvraient dans l'intérêt de toute la "civilisation du capital". C'est pourquoi ils bénéficièrent dans leur entreprise de la collaboration active des bourgeoisies des pays occupés et de la complicité objective des puissances alliées8.

"La Raison a toujours existé, mais pas toujours sous une forme raisonnable" (Marx). Le flot catastrophique de l'histoire universelle n'a en effet jamais cessé de charrier périodiquement du "déraisonnable" et du "démesuré". La production historique de cette déraison a pourtant toujours eu sa rationnalité inhérente, et la critique révolutionnaire a précisément pour tâche de tenter de comprendre rationnellement cette production. En se replaçant au point de vue de Marx, cette rationnalité ne peut se trouver dans le mode de production capitaliste qu'en partant de la contradiction

antagonique qui lie capital et prolétariat. L'approche rationnelle de la démesure nazie permet de dire que la grande terreur vécue par la bourgeoisie, la petite bourgeoisie et la frange intégrée de la classe ouvrière allemandes face à la formation révolutionnaire d'un prolétariat international dans les années vingt, s'est transmuée, par une sorte de catharsis macabre en la haine antisémite démesurée du nazisme. Tous les "méfaits" de l'internationalisme prolétarien ont été projetés sur les juifs, accusés aussi d'une manière apparemment contradictoire d'être les agents du capitalisme, dans le but d'éviter que les prolétaires "nationaux" se découvrent des points communs avec leurs frères internationaux. La haine visait toutefois avant tout ces derniers.

Toujours est-il que l'Etat nazi a soustrait une partie importante des moyens mis au service de son effort de guerre pour mener à bien cette extermination, et ce choix peut paraître bien "déraisonnable"9. Mais les nazis n'étaient pas des technocrates froids et raisonnables : ce n'est pas le personnel dont a besoin la bourgeoisie dans les périodes "apocalyptiques" où dominent les passions révolutionnaires et contre-révolutionnaires. Les nazis étaient des jusqu'auboutistes, des croisés de la civilisation du capital électrisés par la peur du prolétariat. C'est une fois la besogne achevée, une fois enrayée pour longtemps l'élan de la révolution que les technocrates froids et raisonnables pouvaient revenir au pouvoir pour condamner la "bête immonde".

Il n'empêche que la "déraison"nazie était assez rationnelle pour libérer le capital du fardeau d'une communauté de prolétaires inassimilables. Dans son "testament" politique rédigé peu de temps avant sa disparition, Hitler parle à sa façon de la dette que la civilisation du capital a contractée envers le nazisme :

"Dans un monde de plus en plus contaminé par le poison juif, un peuple immunisé contre lui retrouvera finalement la supériorité. Sous cet aspect, on sera éternellement reconnaissant au nationalsocialisme du fait que j'ai exterminé les Juifs d'Allemagne et d'Europe centrale. 10" (Souligné par moi)

### Naissance du sionisme

Pour revenir à notre analyse des causes du sionisme bourgeois et colonialiste, il faut retenir des développements précédents que l'émigration massive des prolétaires juifs d'Europe orientale universalisa la question juive et détruisit les bases de l'intégration — jusque là réussie — des juifs d'Europe occidentale, en suscitant l'émergence d'un antisémitisme de masse. Les bourgeois juifs d'Europe occidentale avaient eu très tôt conscience de ce danger, et, notamment après l'éclatement de l'affaire Dreyfus, ils avaient sérieusement tenté de mettre en œuvre la parade qui a nom sionisme. On assista ainsi en 1897 à la création d'une organisation mondiale sous la direction de Théodore Herzl, dont l'objectif était la création d'un foyer national juif en Palestine placé sous la protection des grandes puissances coloniales europé-

Le but avoué de l'entreprise était de détourner vers la Palestine le flux de migration de prolétaires juifs émigrés d'Europe orientale pour préserver l'intégration des juifs d'Europe occidentale. A vrai dire, le choix de la Palestine importait peu pour les bourgeois juifs. Ces derniers auraient accepté à priori n'importe quelle autre solution territoriale, pourvu qu'ils fussent débarrassés de leurs corréligionnaires de l'est. Ainsi, en 1903, Herzl proposa sérieusement au mouvement sioniste l'Ouganda, grâcieusement offert par sa Majesté britannique, comme futur foyer juif. Mais le choix de la Palestine devait s'imposer naturellement du fait de la survie chez les juifs d'Europe orientale d'une tradition culturelle véhiculant l'imaginaire de Sion et de la terre d'Israël.

Le marché était simple : il s'agissait de fournir à une grande puissance coloniale, en échange de la protection des colons, la mise en valeur et l'exploitation à son profit des terres de Palestine. Cette solution avait déjà été mise en œuvre à titre expérimental avec la fondation dès 1891 de la Jewish Colonization Association, sous la houlette des barons Hirsch et Rotschild.

Cette entreprise coloniale s'opérait de la manière suivante. Le capital bourgeois servait à acheter des terres aux grands propriétaires arabes absentéistes sur lesquelles on installait des colons juifs venus d'Europe orientale. Ces derniers y faisaient suer à leur profit le burnous des fellahs palestiniens, dépossédés de l'usufruit de terres qu'ils cultivaient depuis des générations. Le capital juif commença aussi à s'implanter dans les villes où il servit à exploiter des prolétaires

palestiniens fraîchement déracinés.

Le colonialisme était à la fin du XIXe siècle le moyen pour les nations développées d'ouvrir les zones précapitalistes d'Afrique et d'Asie à l'accumulation du capital. Fondé sur l'exploitation de peuples entiers, il consistait à transformer la paysannerie traditionnelle en un prolétariat agricole et ouvrier sous-payé.

Le "premier" sionisme, bourgeois, épouse parfaitement cette définition du colonialisme. A condition de ne considérer que cette étape du sionisme, les accusations de colonialisme de l'OLP sont parfaitement fondées. Si le sionisme ne s'était manifesté que sous cette forme, on n'aurait toutefois jamais vu apparaître de nation israélienne, d'Etat d'Israël, tout comme il était impossible que naquît un Etat pied-noir en Algérie. Dans un cadre colonial, en effet, les colons ne peuvent constituer à eux seuls une base nationale. Ils ne font que contribuer à l'exploitation d'une nation (existante ou en formation) sur le sol de laquelle ils demeurent un corps étranger. Et dès que la nation se revendique comme telle, s'insurge contre son exploitation et la rend intenable, elle sape le fondement de l'existence des colons qui n'ont plus d'autre choix que de refluer vers leur métropole d'origine<sup>11</sup>.

Il n'en a pas été de même en Palestine parce que le sionisme n'a pas été seulement une entreprise fondée sur l'exploitation juive des paysans palestiniens. Les "marxistes" tiers-mondistes qui voient dans Israël un "Etat pied-noir" occultent la réalité historique sous un faux radicalisme de propagande. Il s'agit là d'une vision sommaire qui oublie le "second" sionisme, lequel fut un réel mouvement de libération nationale et, comme nous allons le voir maintenant, fut le prolongement direct du mouvement socialiste des prolétaires juifs d'Europe orientale.

### Le sionisme socialiste, substitut à l'intégration impossible

Le prolétariat juif d'Europe orientale avait buté contre l'impossibilité de s'intégrer à la lutte des prolétaires autochtones et de tenter de s'émanciper à la faveur des luttes internationales. Hormis les émigrants, seule une fraction minoritaire put s'arracher du ghetto dans lequel était confiné la masse des prolétaires juifs et s'intégrer aux partis "autochtones" russes ou polonais. Mais l'exclusion sociale et politique de ce prolétariat favorisa aussi

en son sein l'émergence d'une autre fraction combattive, restée attachée au ghetto et qui, sous l'effet des pogroms, rechercha une solution socialiste propre : un "socialisme" juif, un socialisme national fondé sur le sionisme. Le "second" sionisme était né.

Les prolétaires juifs étant empêchés de s'intégrer et de lutter en tant que classe sur la base productive de l'Europe orientale, les sionistes préconisèrent la conquête d'une autre base (en Palestine) où réaliser le socialisme et leur émancipation, et où le peuple juif deviendrait enfin "un peuple comme les autres", intégré au processus de production.

Telle était la thèse de Borohov (1881-1917), principal théoricien du sionisme socialiste. Selon lui, l'émigration des prolétaires juifs en Palestine était révolutionnaire, contrairement à son émigration en Europe occidentale et aux Etats-Unis, car elle s'accompagnerait nécessairement de la création d'une société nouvelle, à condition que les prolétaires juifs prennent la direction de l'édification de la nation pour construire, de manière planifiée, une société socialiste en Palestine.

Le sionisme socialiste s'opposa ainsi, vigoureusement<sup>12</sup>, dès sa naissance, au sionisme bourgeois. Le principe du sionisme socialiste énoncé par Borohov était en effet: "L'émancipation du peuple juif sera l'oeuvre du travail juif ou elle ne sera jamais.<sup>13</sup>"

Le sionisme socialiste trouva rapidement une grande audience parmi la communauté d'Europe orientale parce qu'il offrait aux prolétaires juifs une issue politique qui semblait à portée de main et qui faisait écho à leur conscience socialiste. Les juifs d'Europe orientale constituant les bataillons de loin les plus nombreux, les partis sionistes socialistes acquirent bientôt l'hégémonie politique totale sur l'organisation sioniste mondiale. Et il est à peu près certain que si les conditions avaient été réunies pour qu'un Etat juif fût édifié au début de ce siècle selon les principes du sionisme socialiste, une grande partie de la communauté juive prolétarisée d'Europe orientale s'y serait transportée sans hésita-

Les marxistes eurent beau jeu de dénoncer dans le sionisme socialiste une déviation idéologique. Le problème n'était toutefois pas seulement idéologique: les prolétaires juifs se heurtaient à une impossibilité structurelle, de s'intégrer aux luttes européennes. En ne comprenant

pas cela, en considérant de manière abstraite la conditions des prolétaires juifs, les internationalistes ne risquaient pas de les aider à sortir de cette impasse.

La Deuxième Internationale, notamment, ne s'opposa guère à la politique d'exclusion des prolétaires juifs menée par les syndicats polonais. De même, la social-démocratie autrichienne manifesta une grande complaisance à l'égard de l'antisémitisme "populaire". Et cet échec de l'internationalisme prolétarien ouvrit la voie à la "solution" sioniste socialiste. L'édification de l'Etat d'Israël procède directement de la défaite de l'internationalisme prolétarien en Europe.

### Le sionisme socialiste au service d'un prolétariat contre un autre

Grâce à leur hégémonie politique, les partis sionistes-socialistes opérèrent une réorientation radicale du sionisme. Premièrement, ils abandonnèrent la passivité des sionistes bourgeois et colonialistes à l'égard des grandes puissances européennes. Ces derniers se contentèrent d'attendre que l'une de ces puissances "octroie" aux juifs un Etat placé sous sa protection, de la même façon que la France républicaine leur avait octroyé, d'en haut, l'émancipation civique.

Les sionistes-socialistes pronèrent au contraire l'auto-émancipation nationale; les juifs devaient créer eux-mêmes, par le "travail juif" les bases de leur nation, sans attendre le bon vouloir des grandes puissances. Ils transformèrent ainsi le sionisme en un réel mouvement de libération nationale.

Deuxièmement, les deux grandes vagues d'immigration prolétariennes dirigées par les partis sionistes socialistes qui déferlèrent sur la Palestine entre 1904 et 1923 bouleversèrent la structure coloniale du Yichouv (la société juive palestinienne). On vit désormais s'affirmer l'idée selon laquelle la lutte de la classe ouvrière juive de Palestine visait d'abord à imposer à la bourgeoisie juive le "travail juif", à refuser une économie juive fondée sur l'exploitation coloniale des paysans et ouvriers arabes et à imposer une économie nationale fondée surle travail de la classe ouvrière juive etdirigée par elle. Cette lutte fut menéavec une parfaite bonne conscience socialiste, l'objectif affirmé étant de refuser le colonialisme et l'exploitation des Palestiniens arabes. Dans les faits, elle se traduisit par l'amorce d'un processus de prolétarisation des dits Arabes, qui furent progressivement chassés des terres qu'ils avaient toujours cultivées.

Dans la phase précédente, tant que la base du Yichouv était restée coloniale, le capital des bourgeois juifs avait servi à acheter des terres aux grands propriétaires absentéistes, les métayers palestiniens qui travaillaient ces terres avaient continué à le faire en devenant des ouvriers agricoles. Désormais, du fait de l'affirmation du travail juif, l'achat de terres avec les capitaux de l'Organisation sioniste mondiale fut assorti de l'expulsion des métayers palestiniens et de leur remplacement par des travailleurs juifs. Le sionisme, avec les meilleures intentions "prolétariennes" et "anticolonialistes" du monde, s'employa à déraciner le peuple palestinien de sa terre, à le prolétariser, tout en lui ôtant la possibilité de s'intégrer au mode de production moderne, au travail salarié. Chassés de leurs terres au fur et à mesure de l'implantation sioniste, les paysans palestiniens furent transformés en sansréserve, en authentiques prolétaires.

Le secteur industriel qui se développa en Palestine sous le mandat britannique appartenait principalement à l'économie juive, était fondé sur le travail juif et excluait le travail palestinien. Seule une minorité de prolétaires palestiniens réussit à se faire employer comme salariés en vendant sa force de travail aux entreprises détenues par le capital britannique comme les raffineries de pétrole de Haïffa et les docks.

L'implantation sioniste créa ainsi un fort chômage dans les villages de Palestine, lequel est à l'origine de la grève générale et de la révolte qui embrasa le pays en 1936, avant d'être écrasée par l'armée britannique, et qui ne retrouvera jamais pareille ampleur jusqu'à l'éclatement de la "révolte des pierres" en novembre 1987.

L'ironie tragique voulut que pour s'intégrer au mode de production capitaliste, les prolétaires juifs en viennent à plonger progressivement l'ensemble du peuple palestinien dans la situation qu'ils venaient de quitter en Europe orrientale: celle d'une communauté de prolétaires devenus "de trop" sur leur propre terre et inassimilables par les sociétés environnantes.

Nous reviendrons plus loin sur cette question. Relevons seulement pour le moment que le principe anticolonialiste du travail juif mis en oeuvre par le sionisme socialiste permit de créer l'infrastructure économique d'une nation juive fondée sur le démantèlement des structures de la (pré-)nation existante, c'est-à-dire de l'éviction des Palestiniens.

Malgré cette éviction, en soi sordide et inhumaine, une minorité importante des prolétaires juifs qui immigrèrent en Palestine de 1904 à 1923 était néanmoins porteuse d'une utopie communiste qui dépassait l'horizon politique, "réaliste", des partis sionistes- socialistes, et qui trouva une forme concrète dans le mode de vie du kibboutz (en hébreu : "communauté"). Les prolétaires juifs avaient fait en Europe orientale l'expérience de l'exclusion radicale, aussi bien des conditions de vie bourgeoises qu'ouvrières. C'est pourquoi une grande partie d'entre eux ne voulurent pas les reproduire telles quelles sur le sol palestinien, l'une et l'autre étant pour eux autant entachées d'aliénation. Les prolétaires juifs étaient au contraire hantés par le mythe de créer, de leurs propres mains, un monde radicalement nouveau, fondé sur des principes communistes. Aussitôt descendus de bateau, ils reformaient des communautés, mettant en commun leurs moyens d'existence - le salaire journalier que les plus chanceux réussissaient à gagner - en attendant que l'organisation sioniste leur donnât une terre à défricher, à cultiver et à défendre. Et sur cette terre, ils créaient un kibboutz, micro-société sans argent qui était selon eux le modèle révolutionnaire sur lequel la société tout entière devait être rebâtie.

Les historiens du sionisme qualifièrent. à juste titre, d'idéalistes ces pionniers du début du siècle. Ils étaient en effet assez aveugles et aliénés pour croire qu'ils bâtissaient un monde nouveau sur l'expulsion des Palestiniens. L'idéalisme communiste des kibboutzniks témoigne toutefois du fait que le courant du sionisme qui permis la constitution d'un Etat était le sous-produit — aliéné, répétons-le - du mouvement révolutionnaire européen dont l'ombre planait sur son existence. Et il est certain que cette ombre se serait transformée en lumière, qu'une solution humaine aurait jailli de ce sionisme si le prolétariat avait triomphé du capitalisme dans les années vingt.

Il est d'ailleurs significatif qu'en 1921, du fait de l'émulation suscitée par l'agitation révolutionnaire en Europe et par la fondation de la IIIe Internationale, des pionniers des kibboutzim aient su se débarrasser de leurs œillères nationalistes pour créer le parti communiste palestinien, qui abandonna l'objectif de créer un Etat juif séparé et prôna l'action révolutionnaire commune des prolétaires iuifs et arabes. Dans le même mouvement, le philosophe anarcho-religieux Martin Buber fonda à la même époque avec d'autres l'association Brith Shalom (l'Alliance pour la paix), qui exerça une certaine influence et qui, entre autres, s'opposa vigoureusement aux orientations chauvines de la direction sionistesocialiste du Yichouy, en réclamant la création d'un mouvement bi-national judéo-arabe sur la base du socialisme et de l'organisation en kibboutz.

### Le kibboutz, tombe du rêve communautaire

L'histoire ne laissera pas à ce courant le temps de se développer dans le Yichouv. Participant à la répression qui s'abat alors sur tous les révolutionnaires d'Europe, les partis sionistes-socialistes traditionnels traquèrent, dès 1923, avec l'aide des Anglais, les "bolcheviks" du Yichouv et interdirent leur immigration en Palestine, puis le rouleau compresseur stalinien en lamina les derniers éléments14. ailleurs, les Arabes palestiniens conservant pour l'essentiel une attitude tribale, a priori hostile aux étrangers, étaient incapables de concevoir une association révolutionnaire et fraternelle avec des juifs. Ils continuaient d'identifier tous les juifs à la figure expropriatrice de la direction du Yichouv, et fanatisés, ils se laissèrent facilement embrigader dans le mouvement religieux, nationaliste et raciste du mufti de Jérusalem, El Husseïni.

En somme, tout concourut à faire échouer la contestation du nationalisme par les prolétaires juifs en Palestine et à empêcher l'éventuelle jonction avec des prolétaires palestiniens. Dès lors, l'ardeur idéaliste des pionniers kibboutzniks s'investit exclusivement dans la mise en culture de terres non rentables (immédiatement) en Galilée et dans le Néguev, terres qu'un sionisme strictement colonialiste fondé sur la recherche du profit immédiat n'aurait pas exploitées. L'idéalisme pionnier permit aussi la création, l'extension rapide et la consolidation du fond territorial du futur Etat juif.

L'ardeur et la structure communautaire du kibboutz constituaient une force qui expliquent en grande partie la victoire du Yichouv dans sa guerre d'indépendance contre l'armée britannique d'abord (de 1945 à 48) et contre la coalition des armées arabes ensuite (en 1948). Au sein de la société isralélienne d'après 1948, cette ardeur est évidemment peu à peu retombée. Le kibboutz est aujourd'hui une société froide ; il a perdu sa dimension de communauté combattive, ouverte sur une transformation révolutionnaire de la société, que lui avaient donnée les premiers pionniers. Il n'est désormais, au mieux, qu'une communauté de travail dans laquelle les individus n'existent socialement qu'en tant que travailleurs indifférenciés, enfermés dans une routine quasi administrative - une communauté close de surcroît, attachée à un mode de vie embourgeoisé. Fait significatif, pour défendre leur niveau de revenus, les kibboutzim ferment aujourd'hui leur porte aux chômeurs qui, exclus du salariat, sont attirés par le "paradis" sans argent du kibboutz. Le kibboutz n'est plus qu'un coopérative capitaliste où des travailleurs garantis défendent leurs pri-

Seule une révolution communiste pourrait désormais raviver le fond communautaire du kibboutz et redonner à ses membres la passion de faire de l'ensemble de la société humaine un seul kibboutz—une communauté de vie. Le mode de vie communautaire pourrait notamment puiser de nouvelles forces chez les prolétaires palestiniens exclus de tout qui croupissent dans les camps de réfugiés, comme il avait puiser sa force originelle dans l'exclusion de la communauté juive d'Europe orientale. (La suite au prochain numéro)

Un communiste amoureux

4 Les grandes figures de la révolution prolétarienne allemande, originaires de la communauté juive d'Europe de l'Est ne sont que l'aspect visible de cette participation active: Rosa Luxembourg et Lev Jogisches à la tête de la Commune de Berlin, Eugène Léviné à la tête de la République des conseils de Bavière, mais aussi Parvus, Arkadi Maslow, August Kleine, Karl Radek, etc... De même, dans le mouvement qui a préparé et dirigé la Révolution des conseils ouvriers de Hongrie: Ervin Szabo, Ervin Sinko. Bela Balazs....

5 Entre 1870 et 1933, il y eut en fait à côté de l'antisémitisme d'extrême-droite un réel antisémitisme d'extrême-gauche, en France, en Allemagne et en Autriche, notamment. Il émanait de couches spécifiques de la classe ouvrière : les ouvriers qualifiés, encore proches de l'artisanat, enracinés dans leurs usines. Ces ouvriers sédentaires, forts de leur qualification, étaient aptes à gérer leurs usines à la place des patrons et ils se reconnaissaient parfaitement dans l'idéologie de la gestion ouvrière, souvent proche de l'anarchisme. Ils n'avaient pas de patrie mais leur usine était leur patrie, leur travail faisait toute leur identité. Ils défendaient chèrement les salaires qui étaient liés à leur qualification. Ces ouvriers sédentaires, bien enracinés dans leur terreau autochtone, ne pouvaient à priori éprouver qu'une sainte horreur des prolétaires juifs immigrés qui leur semblaient privés detoute "dignité" ouvrière - d'où l'antisémistisme d'extrême-gauche. Cette valeur accordée au sédentarisme constituait évidemment un point commun avec l'idéologie d'extrême-droite et créait une passerelle qui allait permettre à de nombreux anarchistes de dévier progressivement vers le fascisme et la collaboration avec les nazis. Dans son aspect "ouvrier", le nazisme intégra définitivement l'antisémitisme de gauche au nationalisme et en révéla ainsi le caractère contre-révolutionnaire.

6 Voir : E. Jackel, Hitler idéologue, Calmann-Lévy, 1973.

7 Encore une fois, l'aspect visible de ce vivier de l'internationalisme prolétarien se manifeste dans le nombre disproportionné de dirigeants que cette communauté à donnés au mouvement ouvrier : en dehors des noms déjà cités, relevons Trotsky, Martov, Abramovitch, Deutsch, Axelrod, Liber, Dan, Kamenev, Zinoviev, Sverdlov, Litvinov, Joffé, Borodine, Warzawski, Isaac Deutscher, etc...

8 Informés dès 1933 de l'existence des camps de concentration, et disposant, à partir de 1943, de la maîtrise absolue de l'air, elles n'ont jamais ordonné le bombardement des voies d'accès pour tenter d'arrêter l'extermination.

9 L'état-major de la Wehrmacht protesta contre le fait que les chemins de fer européens étaient utilisés pour le transport des déportés vers les camps au détriment de celui des troupes et du matériel vers les fronts.

10 Les chambres à gaz, secret d'Etat, p. 269-270.

11 On pourra opposer à cela l'exemple de la nation raciste d'Afrique du Sud. En fait, il n'y existe pas, à proprement parler, de nation blanche mais la prolongation d'un système colonialiste sous une forme particulière: affranchie de la tutelle de son ancienne métropole, la société blanche continue de pratiquer une exploitation typiquement coloniale de la force de travail noire. Et si cette exploitation était remise en cause, la société blanche s'effondrerait et les blancs n'auraient plus qu'à chercher refuge ailleurs.

12 Ahad Ha Am, anticolonialiste convaincu appartenant aux premières vagues d'immigrés, dénonce en ces termes les colons juifs bourgeois: "Ils se comportent avec les Arabes de façon hostile et cruelle, empiétant sur leurs droits sans la moindre justification, les frappant honteusement sans raison suffisante, en se vantant par dessus le marché de leur comportement, et personne ne se met en travers pour faire cesser ce penchant misérable et dangereux." Cité par Schlomo Avinéri, Histoire de la pensée sioniste, J.C. Lattès, 1982.

13 Schlomo Avinéri, Ouvrage cité.

14 Leopold Trepper, Le grand jeu.

<sup>1</sup> Jusqu'à l'effondrement de l'empire tsariste, les syndicats de métiers polonais interdirent l'embauche dans l'industrie aux prolétaires juifs.

<sup>2</sup> Le Bund, parti social-démocrate juif, est fondé en 1897, un an avant le parti ouvrier socialdémocrate russe, et, en 1903, il comptait déjà 40 000 membres.

<sup>3</sup> Le Bund opte en 1903 pour la revendication d'un territoire juif autonome en Europe orientale.

### POURQUOI LES CENTRALES BRULENT-ELLES?

Nous avons reçu de Kyou (MIHOUBI Djellali) le texte suivant établi à partir de la déclaration qu'il a prononcée, au nom des cinq condamnés pour la destruction de la centrale d'Ensishelm, devant la cour d'appel de Colmar. Il est présenté par Charlie BAUER, récemment libéré, après avoir passé vingt-cinq ans dans les prisons de la démocratie.

La décennie 70 a vu dans les prisons divers mouvements qui allèrent du mécontentement à la colère et produi-sirent en maintes circonstances révoltes et mutine-ries. Dans ces années là, une "nouvelle conscience" inspira nombre de prisonniers, laquelle vit l'émergence d'attitudes de refus, individuel et parfois de groupe, vis à vis de l'enfermement, de l'administration pénitenciaire et de l'arbitraire qu'elle impose.

De la contestation à la colère puis de la manifestation à la révolte, l'univers pénitentiaire fut livré au sensationnalisme médiatique. Du vide de droit dans l'espace et le temps s'élevèrent des cris de révolte auxquels répondirent les grenades pas toujours lacrymogènes - les matraquages et les craquements d'os sous les bottes des défenseurs de l'ordre, de la planification, de la norme. On dénombra huit morts et des centaines de blessés à la suite des manifs qui agitèrent et éveillèrent les prisons au cours de l'été 74: comptabilité qui ne concerne que les détenus. La soldatesque, elle, eut sans doute quelques poignets douloureux à force de frapper, de briser, de mater...

Quelques mesures de "réforme" bâillonnèrent momentanément ces actes de conscience et de refus. Ce fut l'instauration de conditions de détention variables, du Q.H.S. au Centre de détention, selon la nature du délit et surtout le comportement en détention : la fiche de conduite. Dans les maisons d'arrêt (établissements pour prévenus), la menace ou l'espoir d'une nouvelle affectation était toujours sous-entendue même si elle n'était guère appliquée dans les faits.

En l'absence de repères qui balisent le temps, le détenu est soumis à l'impérieuse nécessité d'organiser son "temps" à court terme : repas, promenades, parloirs avec la famille (lorsqu'il y en a) et jugement (si l'on est prévenu). Quelques années ont ainsi passé sans trop de turbulences sauf pour les "irréductibles", les "me-

neurs" et autres "dangereux" qu'on avait enfermé dans les Q.H.S.

Les années 80, avec les senteurs de la rose, firent naître des espoirs, légitimes, mais délirants. Semblable à l'ouvrier dont il est le fils, le frère ou le père, malgré ses illusions narcissiques, le prisonnier se prit à espérer. Mais victime des excès typiques d'un espace-temps où, à force de réduction et d'abstraction, les événements perdent toute réalité, son espoir devint délire. Un avocat devenait ministre de la justice! Et chacun crut que ses espoirs étaient fondés dans la réalité. Il suffisait de lui laisser le temps, qu'il trouve les moyens, que nous nous montrions "responsables" (comme dit alors Libération, officiel bon chic des putes au pouvoir)... Tout le monde devait jouer le ieu de la responsabilité et de l'Etat de droit. Même les QHS se turent.

La rose eut tôt fait de se faner et son odeur putride de balayer tous les espoirs que le printemps de mai avait fait éclore. L'année 1982 fut celle de mutilations en masse. Par dizaines, voire par centaines, les prisonniers se tailladèrent les veines des bras en signe de protestation. Ils réclamaient une détention plus décente, plus humaine. La réponse fut ce qu'elle a toujours été: répression, matraquage, bastonnade, transferts, tribunaux...

1983, 1984...: la coordination entre les prisons, entre les luttes était loin d'être acquise. On vit pourtant éclater périodiquement contre le béton des murailles quelques formes de solidarité. Mais c'était une solidarité insurrectionnelle, toujours limitée dans le temps, tant la riposte de l'appareil répressif était immédiate, tant cette brutalité, parfaitement rodée par le nombre des révoltes, était "efficace".

Cette efficacité devient aujourd'hui douteuse quand on commence à admettre que la seule réforme possible c'est la destruction de la prison, de cet institution qui jour après jour opprime, réprime, anéantit. Il n'est plus temps de prétendre engager sur le sujet une réflexion "objective", "sérieuse". Non, auiourd'hui tous les détenus ont mal et ont conscience de cette douleur. Et lorsqu'on souffre, la seule alternative est de réagir, quitte à employer la violence. Il faut bousculer l'absurde quand il écrase la raison. Quand on a été nié, abstrait, irresponsabilisé, infantilisé, la révolte obéit à une logique implacable.

Malgré le maintien de conditions de détention précaires, d'un arbitraire omniprésent, des diktats mortifères, de la négation de l'espoir, les condamnations sont en France de plus en plus sévères. Alors que tous les pays européens reconsidèrent les mesures d'exclusion, on continue ici à infliger des peines de 40 ans de prison! De gauche comme de droite, les lois sont toujours éliminatoires. De cela, chaque prisonnier a désormais une conscience aigüe.

Les télévisions et leurs chaînes multiples ne réussiront pas à enchaîner les prisonniers plus qu'ils ne le sont. Le salut n'est plus ce qu'il était, fait de renoncement, de compromissions, de reptations, de veulerie, d'abrutissement... Non, aujourd'hui, il y a la révolte. Et de cette intelligence renaît l'espoir.

Charlie BAUER

Le propos que nous allons tenir est suffisamment long pour que nous le divisions en différentes parties. Dans un premier temps, nous allons tenter de situer la prison sur le plan social, de la comprendre. De la comprendre en tant que médiation, institution puis terme d'un rapport social; nous verrons ce que chacun de ces termes recouvre. De comprendre son identité et sa fonction, son sens et sa valeur; ceci afin d'une part de déterminer l'identité du détenu et d'autre part de comprendre le rapport qui existe entre la prison et la société et corollairement entre le détenu et la société.

C'est important parce que cela pourra peut-être répondre à cette question : "Pourquoi les centrales brûlent-elies?" Question à laquelle nous pensons, nous détenus, être les seuls habilités à pouvoir répondre. Nous ne laisserons pas ce soin aux journalistes dont certains ont tendance à vouloir expliquer les révoltes des détenus par les méfaits du soleil explication d'ailleurs bien pratique puisqu'on ne peut ni réformer, ni révolutionner le soleil. Nous leur dirons seulement que nous ne sommes ni des thermomètres qui répondons à un certain seuil de température, ni des animaux en rut qui nous excitions à la vue du premier rayon de soleil.

Nous parlerons ensuite de l'activité du détenu et de ses luttes. Ceci afin de mettre en lumière le fossé qui sépare les revendications des détenus et les réponses qui leur sont faites. Et nous mettrons bien sûr l'accent sur la lutte contre les quartiers d'isolement.

Mais commençons par tenter de situer la prison sur le plan social. Cela va nous obliger à faire un petit retour dans l'histoire afin de voir ce qu'a été la prison et mieux comprendre ce qu'elle est devenue.

Autrefois, disons sous l'Ancien Régime, la prison était le lieu dans lequel étaient rassemblés les justiciables dans l'attente de leur procès. Une enceinte particulière dont l'architec-ture était pensée en fonction du rôle qu'avait alors à jouer la prison; c'est à dire retenir, maintenir le justiciable à la disposition de la justice. Elle était donc un lieu transitoire qui n'avait pas d'autre fonction qu'aliéner la liberté spatiale du justiciable pour un temps donné. Un temps qui ne constituait pas une peine en soi. Elle était donc une sorte de salle d'attente, un purgatoire.

En cela, la prison était un instrument de justice au même titre que la roue ou le gibet, mais avec leur caractère répressif en moins. Elle était un auxiliaire de la justice qui, elle, était chargée d'assurer la protection de la société.

A cette place, c'est à dire au sein de l'institution judiciaire, la prison était vide de sens et de valeur sur le plan pénal, seulement sensée et valorisée sur le plan judiciaire. Cela veut dire que sans la justice, la prison n'aurait pas eu lieu d'être, eut été un non-sens.

Nous verrons qu'il n'en est plus tout à fait de même, mais retenons que dans le rapport société/justice, la justice était terme, alors que la prison était médiation.

Nous allons voir qu'en changeant de fonction, la prison change évidemment d'identité et devient terme d'un rapport société/prison, la justice n'étant plus que médiation de ce rapport.

Pour comprendre la causalité du rapport société/prison, il convient d'en analyser les deux termes et tenter de déterminer l'identité des objets médians, c'est à dire les justiciables.

En Occident, dans nos sociétés modernes, les structures socio-économiques en vigueur génèrent des sociétés duales avec d'un côté la bourgeoisie et le prolétariat des secteurs de pointe aux garanties sociales assurées et de l'autre le prolétariat des secteurs anémiés aux conditions souvent misérables et à l'insécurité permanente.

Ce principe de dualité implique forcément une gestion double de ces deux différentes parties de la société.

Il ne faut pas entendre dans notre propos que nous mettions en opposition deux catégories sociales qui appartiennent d'ailleurs à une même classe. Nous voulons démontrer que ces deux catégories font toutes deux l'objet d'une gestion dont seuls les instruments diffèrent. Pour la première, la plus favorisée parce qu'intégrée dans le monde du travail, parce que productive, il convient juste de lui garantir ses droits sociaux, ceux inscrits dans le *Contrat social*, cette "charte de toutes les démocraties".

Mais pour la seconde, celle condamnée par le capital à cause d'impératifs économiques que nous ne développerons pas aujourd'hui, il convient non plus de l'exclure en la chassant vers un ailleurs, comme cela se pratiquait autrefois — l'enfer ou la déportation pour les délinguants, le bateau errant pour les déments et les routes pour les vagabonds, n'importe où mais de toute façon ailleurs que dans la société. Il s'agit à présent, toujours de l'exclure, bien sûr, mais en gérant cette exclusion.

Dès lors, cette partie de la société, comme l'autre d'ailleurs mais à un moindre degré, n'est plus constituée de citoyens mais de matériaux capitalisables qu'il convient de gérer au mieux. Une gestion qui s'articule autour de deux principes: l'humanisme et le répressif, l'institution chrétienne et l'institution carcérale. En prison, nous nommons ces deux prinicpes la carotte et le bâton, mais les deux ne sont que des instruments de gestion.

De ces deux différentes parties de la société, nous allons laisser la première à ses garanties sociales, il semble que pour l'heure cela suffise à instaurer un consensus, une sorte de compromis historique à la française, et nous n'allons nous occuper que de la seconde partie, qu'encore une fois nous allons subdiviser en deux.

Pour celui qui va toujours respecter le Contrat, les lois, celui qui va encore accepter d'aliéner sa liberté individuelle tel que cela est stipulé sur le Contrat, alors même qu'il existe ce vice rédhibitoire du non-respect du Contrat par la société, pour celui-là sont prévus les "traitements spéciaux" — TUC, TIG et autres TOC — et les diverses associations caritatives qui toutes, Coluche en tête, d'ailleurs, puisqu'il semble que l'institution chrétienne soit passée entre les mains du showbiz, vont lui assurer le minimum vital pour sa survie. Et encore, quand c'est possible, et pas pour trop longtemps!

Mais pour l'autre, pour celui qui ne va plus respecter les lois, le Contrat, celui pour qui le minimum vital n'est plus assuré — et il n'est pas inutile de rappeler qu'il existe dans les prisons plus de 80 % de gens qui autrefois étaient parfaitement intégrés dans la société, puis qui un jour, par accident, ou par occasion qui a fait d'eux des larrons, sont devenus des délinquants, et nous ne nous pencherons pas sur la nature de ces occasions, il existe suffisamment de frustrations cri-

minogènes dans nos sociétés pour que nous n'ayons pas toutes à les énumérer; dans le même ordre idée, citons les chiffres d'un rapporteur au Plan qui ne peut pas être taxé de complaisance et qui disait, en 1987, qu'il existe en France plus de 400 000 personnes qui sont sans couverture sociale et entre 200 et 400 000 qui sont sans logement; ceci pour dire que les 13 000 places de prison supplémentaires vont très vite trouver preneurs. —donc pour celui-ci, est prévue l'oppression et, si cela ne suffit pas, la répression.

La prison — et nous arrivons au cœur même de ce que nous voulions évoquer — est un instrument fondamental de cette gestion. C'est un instrument oppresso-répressif. Symbolique dans son oppression, mais efficient dans sa répression. Nous verrons ce qu'est son efficience quand nous évoquerons les quartiers d'isolement, dans lesquels le processus est poussé à son paroxysme.

La prison est donc un instrument qui s'inscrit sur le plan social, c'est à dire une institution. Et c'est bien parce qu'elle a changé de fonction qu'elle a changé d'identité.

Elle n'est plus cette salle d'attente, ce purgatoire dans lequel patientaient les justiciables dans l'attente de leur jugement avant d'être dirigé vers un ailleurs qui était souvent le néant de la mort ou le monde de la souffrance des châtiments corporels. Elle est devenue cet ailleurs, c'est-à-dire un enfer dans lequel la mort est vécue au quotidien et la souffrance entretenue au jour le jour, même si elle n'est plus que psychologique, nous l'admettons. Il n'y a plus que chez Pinochet qu'on éclabousse encore les murs avec du sang. En France, ça fait désordre; en France, la souffrance se doit d'être muette et invisible, sinon on se fait épingler par Amnesty International et ça fait mauvais genre.

La prison est donc devenue un ailleurs, un ailleurs dont l'infrastruc-ture, l'intramuros ne se situe pas dans l'espace social, dont seule la superstructure trouve place dans cet espace, avec un sens et une valeur que nous verrons tout à l'heure.

Dans ce rapport, la justice est celle qui véhicule les justiciables d'un terme à l'autre. Elle a toujours pour fonction de protéger la société en écartant d'elle les éléments perturbateurs selon un ordre qu'elle n'a pas toujours établi elle-même. La justice légifère encore le répressif mais, en déléguant à l'institution pénitentiaire l'exécution de la répression, elle perd son identité de terme pour prendre celle de médiation.

Alors qu'auparavant, nous l'avons vu, une prison sans justice eut été un nonsens — nous ne voyons pas ce qu'aurait fait un justiciable à attendre dans un endroit quelque chose qui n'aurait pas existé -, alors qu'auparavant une justice sans prison eut pu rester parfaitement opérationnelle — il aurait alors suffi que le justifiable passât directement de son crime au châtiment sans autre transition qu'un jugement —, aujourd'hui, une justice sans prison serait totalement inefficace, à moins de rétablir la peine de mort et les châtiments corporels pour tous les délits. Mais une prison sans justice reste, elle, parfaitement imaginable. Il suffirait seulement de créer une nouvelle médiation — la police, l'armée, une milice — les candidats ne manquent

Ainsi la prison prend bien son sens en soi, en dehors même de l'institution judiciaire dont elle n'a plus véritablement besoin, sauf peut-être comme pourvoyeuse. Elle a donc sa propre identité sociale avec son sens et sa valeur. Un sens qui est sa fonction utilitaire —instrument de gestion répressif — et une valeur qui est sa fonction symbolique — instrument de gestion oppressif.

Mais si la prison est désormais bien comprise comme une institution, comme terme d'un rapport social, avec son identité et sa fonction, son sens et sa valeur, qu'en est-il de son espace interne, de l'intra-muros qui constitue l'espace pénitentiaire, cet ailleurs situé à l'extérieur de la société?

Et si la prison est bien cet instrument de gestion d'un matériau humain que nous venons de décrire, quelle est donc l'identité de ce matériau humain et comment est-il géré sur le plan carcéral?

Pour déterminer une identité, il faut d'abord d'autres identités, ne serait-ce que pour distinguer l'altérité, mais il faut aussi un espace-temps. Cet espace-temps, en ce qui concerne l'identité du détenu, est la prison.

Ainsi, quand un être humain entre dans une prison, il perd son identité de citoyen pour prendre celle de détenu. Quand il sort de prison, il abandonne son identité de détenu pour prendre celle de repris de justice.

La société connaît diverses identités. Celles de citoyen, bien sûr, celle d'accusé et de condamné—il y atoujours quelques faits divers pour nous rappeler que leur activité s'est bien située sur le plan social, cette activité qui détermine l'identité; on est bûcheron parce qu'on coupe du bois, pas parce qu'on possède une hache— et aussi l'identité de repris de justice, certains journaux ne manquent pas une occasion de nous rappeler qu'ils existent. Mais cette dernière est légèrement différente. Quand on qualifie un homme qui a commis un délit de "repris de justice", plus que lui donner une iden-

tité qui, suite à un délit, devrait être celle de "délinquant" on détermine sa provenance. Un repris de justice est celui qui vient d'une prison, un peu comme ont dit un "étranger", déterminant non pas l'identité mais la provenance.

La société connaît donc ces diverses identités parce que les activités correspondantes se sont toutes situées sur le plan social. L'activité du détenu, elle seulement déterminée par son activité sur le plan carcéral, n'est pas reconnue par la société. Et c'est bien parce qu'il ne se situe pas dans l'espace social, il se situe dans l'espace pénitenciaire qui, lui, se situe à l'extérieur de la société.

Cela veut dire que, sociologiquement, le détenu n'existe pas. Il n'existe identitairement que là où s'exerce son activité, c'est à dire dans une prison.

Ainsi nous voyons que la prison ne trouve place dans la société que par ses fonctions de symbole, d'institution, de superstructure. L'intra-muros, l'infrastructure et la fonction en soi de la prison ainsi que le détenu n'appartiennent pas à l'espace social, ils appartiennent à l'espace pénitentiaire.

Et le principe de la séparation des pouvoirs n'explique pas pourquoi ni l'œil, ni l'oreille de la société ne pénètre dans les prisons, ni pourquoi son intérêt ne s'y porte pas, sauf quand la prison est atteinte dans son identité sociale. Ainsi, quand une prison brûle, c'est un fait de société qu'il convient de traiter comme tel; un détenu meurt, c'est une curiosité extra-sociale qu'il convient d'ignorer totalement.

Dans la relation société/justice/prison/ détenu, le dernier terme n'est en rapport avec la société qu'au travers des deux moyens-termes justice et prison. Cela veut dire que la société ne connaît les détenus que quand une prison brûle et qu'ils sont jugés en tant que détenus.

Cela pourra peut-être répondre à la question de savoir pourquoi les centrales brûlent. C'est peut-être pour les détenus la seule façon qu'ils ont de se manifester.

Nous rappelons qu'avant la révolte de Saint-Maur, 150 lettres avaient été adressées au ministère et à des médias; autant qui ont dû remplir les poubelles. Dernièrement, 6 000 détenus se sont manifestés clairement et sans violence. Cela n'a suscité qu'une montée du ministre de la justice aux créneaux d'une chancellerie passablement assaillie. Si les mêmes détenus dans autant de prisons avaient manifesté avec violence, cela aurait suscité bien d'autres réactions. Les détenus sont-ils condamnés, pour se faire entendre, à agir sur le seul média reconnu par la société : la prison?

C'est donc bien en tant que détenu que nous avons participé au procès de l'appel.

Dans le box, nous n'avons pas voulu être des patronymes individuels mais les numéros d'écrou V, W, X, Y ou Z.

Notre identité ne devait pas être déterminée par l'activité que nous avons eue sur le plan social, c'est à dire l'actif des quelques minutes qu'ont pu durer les actes pour lesquels nous sommes incarcérés, mais bien par le passif des quelques quarante années de prison que nous avons à nous tous déjà effectuées. Des détenus, donc.

Pas les porte-parole des détenus, nous n'avions pas cette prétention, mais certainement des détenus qui parlent. Des détenus qui parlent de problèmes de détenus et qui savaient de quoi ils parlaient pour les avoir vécus.

Des détenus, donc, qui ont tenté de dire à la société ce qu'elle n'a jamais pu ou voulu comprendre. Et ce n'est pourtant pas faute que les détenus se soient manifestés. Par leurs cris, par leurs luttes, ils ont lancé cet appel qui n'a jamais été entendu ou, quand il l'était, a toujours été si mal compris.

Ainsi, pour illustrer historiquement et rapidement notre propos, nous ne remonterons que vingt ans en arrière, cela suffira amplement.

En 1972, les prisons explosent. Les détenus dénoncent les peines interminables et le désespoir. En réponse. leur sont données les remises de peine avec, pour compenser, une augmentation des peines. Et comme on ne peut indéfiniment augmenter ces peines l'homme étant mortel — nous revenons peu à peu à une suppression des remises de peines. Les remises de peines dites "supplémentaires", octroyées facultativement selon des critères qui nous échappent, passent désormais de trois à deux mois par an pour les primaires et de trois à un mois par an pour les récidivistes. Un aménagement, donc. Une gestion.

En 1974, les prisons explosent. Les détenus dénoncent la relation mortifère que crée le carcéral, la négation de l'existence. En réponse, on leur donne les journaux et le café à la cantine. Aménagement. Gestion.

En 1975 et jusqu'en 1981, quelques dizaines de détenus dénoncent les quartiers de haute sécurité, ce que la presse nommait "les matrices à fauves". Pas seulement à fauves, d'ailleurs, il en est sorti aussi des loques qui, par définition, n'ont pas fait parler d'elles. En réponse, on leur donne la fermeture des QHS... et la réouverture des quartiers d'isolement. Aménagement. Gestion.

En 1983, les prisons explosent. Les détenus expriment leur déception après l'espoir de la vague rose. En réponse, on leur donne le parloir "libre" et le tabac au mitard; parce qu'en 1983, on privait

encore les détenus de tabac par punition. Aménagement. Gestion.

En 1985, enfin, les prisons explosent. Les détenus dénoncent l'arbitraire et la répression qui sévissent de plus en plus dans les prisons. En réponse on leur donne la télévision, ce valium moderne. Aménagement. Gestion.

Et nous n'irons pas plus loin car si en 1987 et 1988 les prisons ont encore explosé, aucune réponse n'a encore été faite aux détenus, à moins que l'on considère que l'installation de réfrigérateurs dans les cellules constitue une réponse décente. A ce tarif, la cuisine complète va nous coûter très cher!

Donc, chaque fois la même réponse est faite aux détenus. A la demande de reconnaissance, d'existence des détenus on leur oppose l'aménagement des prisons et une nouvelle gestion du matériau humain qui les remplit. Quand les détenus dénoncent une condition d'existence, tous de comprendre conditions matérielles de survie. Et aux luttes pour la vie, de répondre par la gestion de la survie.

C'est un peu comme si les cadavres, dans les cimetières, disaient l'angoisse de la mort et que les vivants, en réponse, fleurissaient les tombes. Ce n'est pas de chrysanthèmes que nous avons besoin mais de ces fleurs qui symbolisent la vie et dont nous avons oublié le nom, tant elles sont rares dans les prisons.

Nous ne désirons pas une amélioration matérielle de notre réclusion, alimentant par Jà même l'instrument qui nous a exclu de la société. Nous ne voulons pas non plus de cet aménagement qui réduit l'expression à une telle sordidité. Pas plus que nous ne voulons de cette gestion qui entraîne la régression et la réduction de l'existence.

Ce que nous voulons c'est une reconnaissance sociale, c'est à dire qu'on nous reconnaisse le droit de vivre, que la prison ne soit plus une machine à détruire l'homme, cet espace extra-social qui fabrique incognito des sous-hommes appelés un jour, ne l'oublions pas, à retourner en société.

Cela veut dire que la société doit pouvoir avoir un droit de regard dans la prison et non pas seulement sur la prison. Afin que l'arbitraire du prétoire, cette véritable zone de non-droit, ne soit plus la seule médiation entre la règle et le détenu, cette règle qui interdit tout ce qui n'est pas obligatoire.

Afin aussi que dans les prisons, les détenus ne meurt plus selon le taux suspect des 8 % autorisés par an, comme à l'armée. Car on y meurt dans les prisons. On y meurt de tout, comme partout ailleurs, mais on y meurt aussi de rien, comme nulle part ailleurs.

Ainsi, par exemple, nous prendrons l'histoire de cet homme qui a été retrouvé mort au mitard. Et quand nous disons un homme, il s'agissait en fait d'un mineur. Comme son corps présentait quelques traces supectes, c'est le moins qu'on puisse dire, la justice a ordonné une enquête. Cette enquête a conclu, après douze autopsies et plusieurs années d'instruction terminées par un non-lieu, que cet homme était mort de colère! Cela veut dire qu'en prison, selon le nombre d'autopsies pratiquées sur un cadavre, si l'on va jusqu'à 15 ou 20, on peut aussi mourir de rire...

Alors pour que tout cela cesse, il faut que le détenu soit de nouveau inscrit sur le plan social. Il faut lui octroyer un statut qui lui garantira le minimum vital des Droits de l'homme, même s'il devra toujours se battre pour les conserver. Ces Droits de l'homme qui, en prison, ne sont que des fleurs de rhétorique jamais traduites au quotidien. Ainsi, nous nous souvenons des déclarations de monsieur Chalandon parlant de "ces choses détestables" comme le non-respect des Droits de l'Homme dans les prisons. Ça nous a fait une belle jambe de l'apprendre de la bouche d'un ministre!

Alors cela devient une nécessité, cela devient même un impératif car désormais le détenu a pris conscience de son désespoir. C'est une conscience définitive, inscrite dans un processus irréversible. Rien n'y pourra plus changer. C'est peut-être la seule conscience qui nous est laissée mais du moins est-elle entière. La société ne peut plus laisser ces deux termes — conscience et désespoir—cohabiter, au risque de fairer de ceux qui la détiennent des "meurtriers du désordre", comme disait Vaneigem. Il faudra bien finir par supprimer l'un des deux termes.

Mais ne nous leurrons pas, nous ne supprimerons pas la prison sans supprimer le principe économique qui l'a produite. Nous ne voulons pas non plus en faire un instrument de gestion plus soft. C'est pourquoi nos revendications se cristallisent sur les quartiers d'isolement.

Moyen pratique d'échapper à la contradiction, objectera-t-on, qui veut que d'un côté nous dénoncions la prison et que de l'autre nous nous battions pour la suppression de ses aspects les plus inhumains? Eh bien, pas seulement.

La lutte pour la fermeture des Q.I. est une lutte contre l'identité profonde de la prison. Les quartiers d'isolement sont la réunion des médiations les plus destructrices de la prison : un espace-temps particulier. Un espace-temps où l'espace est réduit à zéro et où le temps s'enfuit vers l'infini, un espace-temps dans lequel l'aliénation est totale, tant physique que psychologique.

Tout le monde est à même de comprendre la nature d'une aliénation physique: des murs, des barreaux et ce, 23 heures sur 24, la 24e heure étant passée dans d'autres murs avec pour variante des grilles à la place des barreaux. Des murs et des barreaux qui constituent un espace guère plus grand qu'une cuisine et dans lequel des hommes et des femmes passent des semaines, des mois, parfois des années.

Mais l'aliénation psychologique est beaucoup plus difficile à comprendre pour celui qui ne l'a pas subie.

Car comment expliquer avec des mots cette conscience qui s'éteint parce qu'elle n'est plus soumise à l'information? Il n'y a que la routine dans les quartiers d'isolement, aucun échange, aucun dialogue. Il n'y a que des monolgues qui veulent être des conversations avec soimême mais qui en fait ne sont que des mots qui tournent inlassablement sur euxmêmes et qui ne veulent plus rien dire.

Dans ce vide informel, la flamme de l'intellect commence à s'éteindre peu à peu et il ne reste plus que l'imagination, une imagination qui, elle, brille d'un éclat délirant. C'est l'assassinat de la conscience.

Et comment expliquer ce temps qui s'arrête parce qu'aucun événement ne vient plus découper sa progression? Il ne se passe rien dans les quartiers d'isolement. Il n'y a que l'espoir, ou parfois la peur, qu'il se passe quelque chose.

Dans cette routine, hierfinit par ressembler à demain, et la mémoire, cet œil qui visualise le temps, ne le capte plus. Il n'y a plus ni passé ni avenir mais un présent éternel que l'on ne capte que dans l'instant. Un instant perpétuellement renouvelé. Et, aussi paradoxal que cela puisse paraître, ce temps qui au présent est interminable, qui fait des minutes qui ressemblent à des heures, quand il est devenu passé s'enfuit à une vitesse infinie sans laisser aucune trace dans la mémoire. Un jour on se réveille et l'on se dit qu'il n'est pas possible qu'on ait passé tout ce temps sans rien voir, sans rien faire, car le seul souvenir d'importance qui revienne à la mémoire est l'entrée dans le quartier d'isolement. Tout le reste n'a été que routine, et l'on a l'impression que cela s'est passé la veille. Mais ce temps qui s'est enfui dans le passé sans laisser de trace dans la mémoire quand il était au présent, a marqué profondément et de façon irréversible la conscience de l'isolé. Ce temps infini au passé, et figé au présent, c'est la mort du temps.

Comment expliquer aussi l'activité qui se ralentit parce qu'elle n'a plus d'objet sur quoi s'exercer? Il n'y a rien à faire dans les quartiers d'isolement, aucun travail, aucune obligation autre que celle de subir

Dans cette absence d'activités, l'isolé ne se reconnaît plus dans ce qu'il fait puisqu'il ne fait plus rien; il devient un grand vide. Le cerveau a ses propres principes. Quand il s'aperçoit qu'il ne peut plus se manifester à l'extérieur dans un rapport avec un objet ou un sujet, il s'enferme dans un cercle d'où plus rien ne sort, où plus rien ne rentre, en dissociation, c'est l'exécution de l'identité.

Et l'humanité, aussi, qui s'oublie parce que n'existe plus le regard d'autrui. Il n'y a pas d'autres dans les quartiers d'isolement, il n'y a que soi. L'isolé est seul. Même si le quartier est peuplé d'autres isolés, chacun est seul avec soimême.

Dans cette solitude, l'isolé commence par ne plus se raser, puis il ne se lave plus et il finit par manger avec ses mains. C'est la déliquescence de l'humanité.

Dans ce contexte, c'est un peu comme si le cerveau passait de sa nature de sujet à celle d'objet. Il n'est plus celui qui décide, qui agit mais il est devenu l'objet d'un processus efficace dont l'effet est la léguminisation. L'isolé devient un légume.

C'est une sorte de transfert psychologique, mais totalement inversé. Ce n'est plus la personnalité du sujet qui détermine son activité mais les activités imposées qui déterminent sa personnalité. Et quand on sait que ces activités sont réduites au minimum vital — manger, dormir, et nous ne pouvons pas ajouter un troisième terme car il nous est interdit! — on comprend que le résultat est très vite un encéphalogramme plat. Et l'on se demande si ce n'est pas là l'objectif des quartiers d'isolement!

Dans cette perspective, l'isolé n'a plus qu'une seule alternative : subir pour ne pas agir, parce qu'il ne le peut plus, ou bien fuir. Fuir pour ne pas souffrir, parce qu'il ne le veut plus.

Alors il fuit. Il fuit dans le seul espace qui lui est encore accessible, le seul qui n'est pas contrôlé, pas encore : le monde onirique. Et il rêve! Il rêve de béton désarmé, de fenêtre ouverte, de chaîne brisée. Il rêve qu'il est Dieu dans un monde qu'il se crée, ou plutôt qu'il se recrée. Ce monde, c'est une sorte de pays paradisiaque. En fait, c'est le monde de l'extérieur mais totalement privé de sa réalité. C'est devenu un univers de songes où tout est permis, tout est possible. Un possible irréel que l'isolé veut vivre pour s'opposer à l'impossible réel qu'il ne veut plus vivre.

Dans ce monde où tout est permis, où tout est possible, où il suffit de demander pour obtenir, l'isolé veut tout, justement parce qu'il n'a rien. Et c'est cette présence

du Rien qui génère ce vouloir du Tout, et c'est ce vouloir du Tout qui entraîne l'isolé dans des délires qui sont carrément inscrits sur le registre de la pathologie.

Dans ces délires, l'isolé vit dans un monde à part, libre de toutes contraintes, de toutes surveillances. C'est un monde qu'il a inventé. Son esprit ne pénètre plus dans la réalité, il se coupe de la réalité. En grec, esprit se dit *phren* et coupé se dit *schizo*. Et effectivement nous ne sommes plus très loin de la schizophrénie. Les quartiers d'isolement créent cette relation schizoïde.

Mais ce n'est pas la seule. Ils créent aussi une relation mortifère. Un auteur anglais disait : "Nous ne mourons chacun qu'une fois. Si nous mourions plusieurs fois, on s'y habituerait sûrement"Eh bien, il avait tort. Il est des gens qui meurent plusieurs fois et qui ne s'y habituent pas. Chaque fois que nous sommes exécutés, aussi sommaire qu'elle soit l'exécution nous laisse à chaque fois la conscience de notre mort.

Alors la mort ou la vie, mais qu'on choisisse! Que l'on ne nous laisse plus souffrir durant des semaines, des mois, des années dans les quartiers d'isolement. Et surtout, que l'on ne joue plus avec notre personnalité, à vouloir nous façonner une mentalité d'esclave qui devrait se satisfaire avec reconnaissance de l'existence misérable qu'on lui faut vivre.

Nous sommes des détenus rebelles? Et Alors?! C'est un crime que de vouloir vivre? Nous en crèverons peut-être de ce vouloir vivre mais au moins nous en crèverons debout!

Alors nous dénonçons les quartiers d'isolement, nous les dénonçons pour toutes catégories de détenus, pour tous les délits.

Evidemment, la justice pourra toujours nous reprocher de l'avoir fait dans la violence. Mais nous avons vu que le détenu est condamné soit à se taire et à mourir dans l'indifférence générale, soit à prendre le risque de voir sa peine augmenter de quatre ans pour pouvoir s'exprimer durant une heure.

Ça fait cher du dialogue, diront certains. En fait, c'est relatif et subjectif. Quatre ans, pour celui qui va sortir demain, c'est long. Mais pour celui qui est condamné à 24 ans ou 28 ans de prison, ou encore à la réclusion criminelle à perpétuité et qui a un point d'interrogation devant sa date de libération, pour lui, l'éternité, c'est long partout, pas seulement sur la fin. Et puis, si le prisonnier a encore quelque chose à perdre: l'espoir, cette laisse de la soumission (qui après tout arrange bien tout le monde, le détenu et l'administration pénitentiaire), l'isolé,

l'emmuré vif, lui, n'a plus rien à perdre. Il est déjà stigmatisé par une mort autrement plus pressante que celle qui l'attend. Il est condamné, l'isolé, à lutter pour obtenir un minimum vital d'existence qui n'est pas négociable.

A cette demande d'existence, la justice ne peut pas répondre par une tablette de chocolat supplémentaire (un aménagement) ou une peine supplémentaire (une gestion). Il n'y a que les ânes qui marchent à la carotte et au bâton. Nous, nous sommes des êtres humains, n'en déplaise!

Lors de l'audience du 25 mai [88], nous avions déjà tenté de dénoncer l'enfer carcéral, avec peut-être un peu plus de tripes et un peu moins de tête. Mais nous ne sommes pas certains que les unes ne vaillent pas l'autre. Nous pensons qu'à cette occasion, si nous n'avons pas été compris, tout au moins avons-nous été entendus. La réponse qui nous a été faite par la justice (ces quatre ans d'emprisonnement et les attendus qui y font droit) ne saurait nous satisfaire.

Non pour la valeur de la peine ou sa position sur l'échelle — nous avons dit que cela était subjectif et, de plus, cela ne regarde que les cinq condamnés — mais pour le sens de la peine et le message qu'elle véhicule.

Dans ce jugement, la justice a d'abord pris fonction d'expert chargé d'estimer le prix juridique d'une révolte de 60 millions de francs. Car comment expliquer autrement la différence de peines entre Besançon et Ensisheim sinon la différence du coût des dégâts matériels, puisque les chefs d'inculpation restaient les mêmes?

Mais sur ce point nous ne prononcerons pas de jugement de valeur ; il ne nous appartient pas de quantifier la *valeur juridique* d'un délit et nous nous contentons d'en prendre acte.

La justice a ensuite condamné à travers les cinq "meneurs" l'ensemble des détenus-mutins et, au-delà, l'en-semble des révoltés potentiels. Car comment expliquer autrement que des faits précis, des actes prouvés n'aient pu être attribués aux cinq prévenus de façon formelle, d'une façon responsable qu'au travers d'une argumentation scabreuse du genre : "Si vous n'avez pas mis le feu vous-même, vous aviez l'autorité suffisante pour en donner l'ordre", ou encore : "Si vous avez cherché à protéger les deux personnes détenues, il n'en demeure pas moins que dans une déclaration à France-Info elles ont été qualifiées d'otages"? S'il suffit de qualifier une chose pour qu'elle le devienne, nous dirions bien que nous sommes innoçcents, mais nous ne sommes pas certains que ça marche...

Comment expliquer donc cette argumentation scabreuse sinon par la volonté affichée de condamner à travers les cinq prévenus l'ensemble des détenus-mutins, cet ensemble forcément coupable?

Là encore, nous ne nous prononcerons pas. De la même façon que les détenus utilisent ce procès pour s'exprimer, la justice a utilisé les prévenus pour faire passer son message.

Ce que nous ne pouvons pas comprendre, ce que nous ne pouvons pas accepter, c'est que dans ce jugement, la justice a nié le détenu. Elle l'a nié en ne lui reconnaissant que l'activité, l'incidence qu'il a eue sur la prison et en ne voulant pas reconnaître l'incidence qu'a pu avoir la prison sur son comportement et, corollairement, sur son identité. C'eut été reconnaître que la prison puisse déterminer l'identité du détenu et condamner cette identité. C'était du même coup condamner la prison. Cela aurait peut-être été aller trop loin.

Mais en ne voulant pas reconnaître au détenu une identité, la justice a fait beaucoup plus que nous condamner. Elle nous a niés.

Les mutins d'Ensisheim

### Lettres d'Alger

Début octobre 1988

Bonjour,

(...) J'ai passé une dizaine de jours au bord de la mer (...) la mer ici c'est tout ce qui reste de beau. Notre pays est en train de vivre un moment très difficile, une grande crise économique. L'inflation bat son plein, ce qui augmente le nombre des corrompus d'un chiffre considérable. La corruption est partout. Ça touche même les couches du peuple. Le peuple souffre et se lamente avec un silence qui se fera entendre bien haut tôt ou tard. Car il y a ici vrai ras-le-bol. Mais voilà, malheureusement, les leaders manquent, l'organisation des masses populaires n'existe pas. Le parti du FLN n'est qu'un ramassi d'affairistes corrompus et vendus, une sorte de mafia qui ne fait que sucer le peuple. Il n'y a pas un directeur de société en Algérie qui n'est pas un voleur. L'argent est détourné par milliards par les DG, qui ne risquent que quelques mois de prison. Du moment que toutes pes personnalités se sucrent au passage. Même le président est complice ainsi que toute sa famille. Dernièrement il y a eu un mec ici qui avec la complicité d'un DG de banque a détourné plus d'une demi-douzaine de milliards ; il a été arrêté quelques semaines en même temps que le directeur général de la banque qui était en Suisse et fut ramené par Interpol. Résultat, ils n'ont été arrêtés que quelques semaines et ils ne sont plus inquiétés. Ce mec, je le vois toujours rouler avec sa Porsche en méprisant tout le monde. Et s'ils n'ont pas été inquiétés c'est que le fils à Chadli (un vrai enculé) et le fils d'un général (aussi enculé que le premier et que son père) ont été mouillés là-dedans. Tandis que le peuple est raquetté à ne plus en pouvoir. Le socialisme? Qu'est-ce que c'est? Ceux qui ne connaissent pas vraiment le socialisme ont fini par le haïr car ils le voient selon le style du régime algérien. Et le pire c'est que Chadli et sa clique sont en train de vendre le pays à l'Occident et surtout aux USA. Les autorités algériennes ont même expulsé des ressortissants algériens que la France réclamait, et tout ça en cachette. Ce qui veut dire si que la France ou les USA veulent liquider ou condamner tel ou tel Algérien, ils n'ont qu'à agir par l'intermédiaire des autorités de chez nous. Ce qui est vraiment révoltant! (...) Voilà ce qu'est devenu notre pays. Pour pouvoir faire quelque chose ici, c'est difficile. Tout le monde est noyauté car ils ont peur et ils savent que ça ne va pas durer trop longtemps. Mais voilà, il manque le matériel de propagande en premier pour informer le peuple et le préparer. Ensuite l'argent et les armes. Mais pour avoir tout ca c'est un rêve dans un pays comme celui-ci. Car les gens ne pensent qu'à s'enrichir et deviennent de plus en plus

Personnellement je vais quitter le pays ce mois-ci, je te contacterai là où je serai. (...)

Ali

Le 27.12.88

Bonjour,

Je t'ai envoyé une lettre juste avant les événements mais je pense qu'elle a été interceptée comme beaucoup de lettres, car tout le courrier du "peuple algérien" était vérifié de peur qu'on sache la vérité, mais la vérité se sait déjà!

Je t'avais parlé du ras-le-bol du peuple et on savait très bien ce qui allait se passer. Ces événements ou plutôt cette révolte des "mômes" je l'ai vécue de très près, vu que j'étais dans la mêlée ou plutôt en 1ère ligne par moments. Malheureusement j'étais très malade et faible; j'étais obligé d'aller me reposer chez moi pour reprendre des forces à chaque fois qu'elles m'abandonnaient.

Ce qui s'est passé chez nous ne s'est vu nulle part dans le monde, même pas au Chili ni en Palestine où les soldats n'ont tiré qu'au bout de 4 mois (Le premier ministre israélien a dit: "Ce que nous avons tué en 8 mois, les Algériens l'ont fait en 2 jours! Donc aux Algériens revient la médaille de la répression!") En deux jours plus de 200 morts et le vrai bilan s'élève à plus de 500 morts. Dans mon quartier, nous avons enterré deux mômes de 10 ans et de 11 ans (les plus jeunes), le plus jeune blessé (dans mon quartier) a un an, tandis qu'une mère est morte avec son bébé dans le ventre. Mon ami a été abattu à l'âge de 19 ans en voulant secourir un blessé par terre. Dans notre secteur, il y a eu 30 tués à peu près et plus d'une centaine de blessés. Personnellement j'ai essuyé plusieurs rafales de MAT 49 et si je suis en vie c'est que le tireur à moins de 50 mètres tirait mal et que les MAT 49 manquent de précision entre les mains de mauvais tireurs, tandis que les Kalach m'ont obligé de garder une bonne distance et de me planquer même. Je ne sentais aucune peur mais j'étais conscient pour ne pas être tué tandis que les jeunes se jetaient devant les chars et les mitrailleuses comme des kamikazes vue l'inconscience de leur âge. Malheureusement on n'avait pas d'armes ni de moyens pour arrêter surtout les chars. On n'y était pas préparé (maintenant non loin d'Alger il doit y avoir presque 400 chars qui attendent je ne sais quoi!) Ces fachos nous ont tiré dessus pendant les obsèques, en allant enterrer 3 tués dont les 2 enfants. Ils n'ont eu aucun respect pour les morts (tu me diras qu'ils ne les ont pas respectés vivant!). J'ai vu 6 personnes tombées pendant le cortège funèbre.

Je te passe tant de choses vécues et tant d'horreurs vues pour te raconter que chez nous on a hérité de l'impérialisme français; entre autres défauts la torture! L'après-révolte a été impitoyable. Les Français étaient des tendres à côté de cette race de monstres. Certains ieunes ont été achevés car après les avoir tellement torturés ils ne pouvaient pas les laisser partir dans l'état où ils les avaient mis, ça aurait été un très mauvais témoignage contre eux. Tandis que les plus jeunes mômes ont subi les sévices sexuels les plus horribles, chanceux ceux qui n'ont été que violés ou sodomisés! Certains ont été émasculés! Dans quel pays as-tu entendu parler de ça?! Incroyable!(...)

Ali

# Une espèce de mafia ouvrière

LBG: De l'extérieur, on voyait les Brigades rouges comme une organisation très secrète, coupée du reste de la société. Et toi, ce que tu décris, ce n'est pas cela.

AF: J'ai écrit ce livre pour détruire, pour discuter au moins, cette image des BR qui a été construite par les journaux. Je parle de la première époque jusqu'en 1978. (...)

Le grand malheur, ça a été que les ouvriers ont eu vis-à-vis de nous un rapport de délégation. A l'intérieur de la Fiat, beaucoup d'ouvriers savaient très bien qui étaient les camarades qui appartenaient aux Brigades rouges (...) Au lieu de dénoncer les camarades, ils leur disaient : tu sais que tel chef a fait telle saloperie, et ils savaient très bien que, de fil en aiguille, cela reviendrait aux oreilles de qui de droit etque le chef serait flingué. L'attitude des ouvriers, ça a toujours été de nous déléguer la violence. (...) Nous étions une espèce de mafia ouvrière. (...)

Extrait d'une discussion avec Alberto FRANCESCHINI, membre fondateur des Brigades rouges et auteur de *Mara, Renato e io, Storia del fondatori delle BR* (voir *LBG*, n° 1), à paraître dans le numéro 4.

### LE BRISE-GLACE

Responsable de la publication : S. Quadruppani

Correspondance: BP 214 75623 Paris Cedex 13

Imprimerie UTOPIE